

# imprecoR

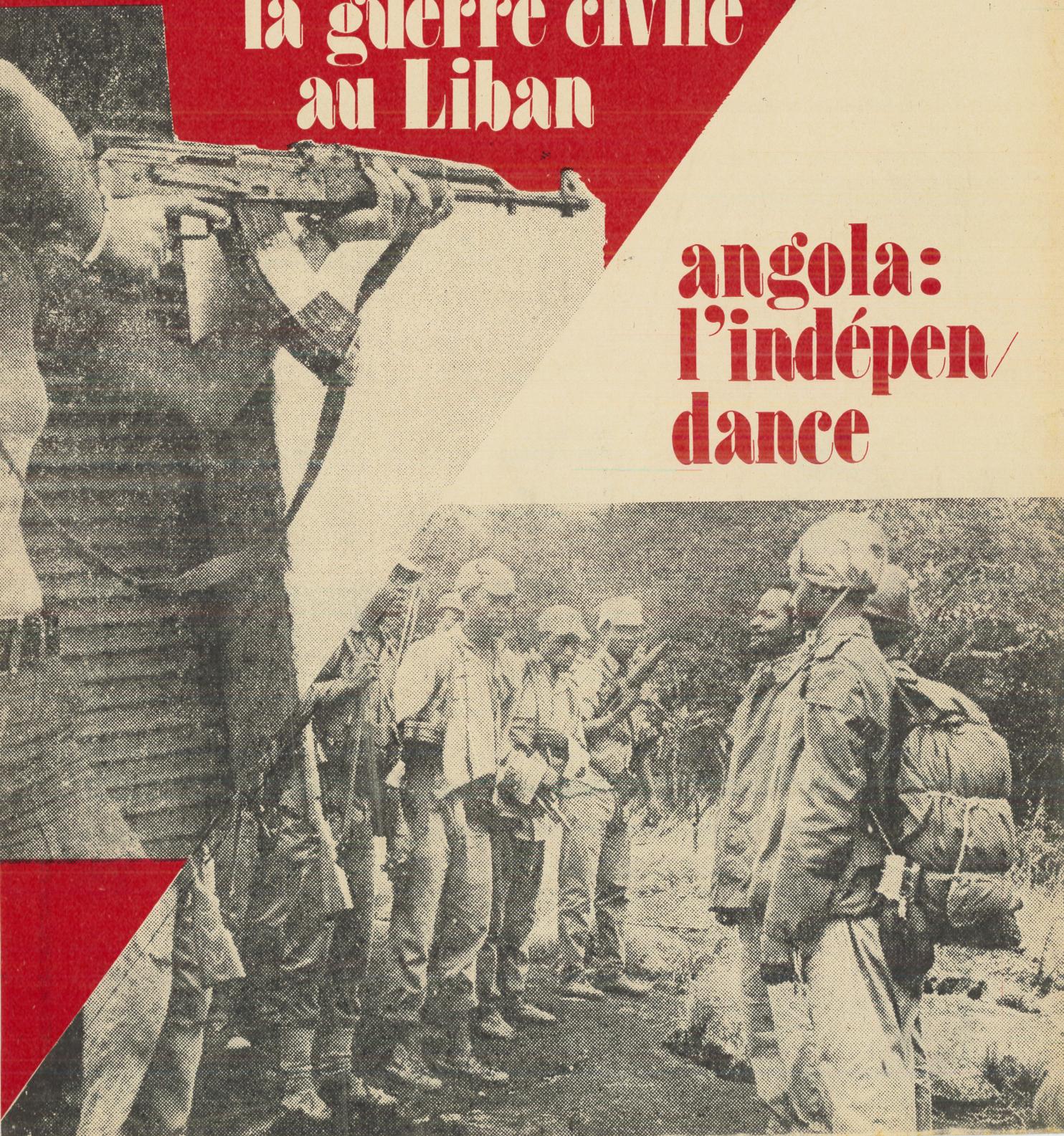
correspondance de presse internationale

bimensuel, n°38, 20 novembre 75

3ff, 3fs, 30fb

## la guerre civile au Liban

## angola: l'indépen- dance



# INPRECOR

correspondance de presse internationale



n° 38, 20 novembre 1975

## ● sommaire

<u>ANGOLA</u> L'indépendance - C. Gabriel	p. 3	<u>TCHÉCOSLOVAQUIE</u> Sept ans après l'intervention - Tibor Sereti	p. 18
<u>LIBAN</u> La guerre civile - G. Vergeat	p. 7	<u>THAÏLANDE</u> Polarisation croissante des classes en Thaïlande - P. Petitjean	p. 24
<u>SAHARA OCCIDENTAL</u> Au-delà de la marche verte - Paco ROPS	p. 11	<u>AMÉRIQUE LATINE</u> L'apologie de la défaite - P. Rojas	p. 29
<u>PORTUGAL</u> La construction défait le gouvernement - A. Udry	p. 14		



**EDITION  
TAUPE  
ROUGE**

### NOUVELLES PUBLICATIONS

#### CAHIERS ROUGES

N° 4 : Portugal : l'alternative ..... 5 Fr  
N° 5 : Espagne : l'agonie du franquisme  
4 Fr

#### COUP POUR COUP

N° 3 : Portugal : les SUV ..... 3 Fr

#### CRITIQUE COMMUNISTE

(Marx ou Crève) n° 3  
numéro consacré à « l'Etat » ..... 8 Fr

#### CAHIER DE LA TAUPE

N° 6 - les 35 H  
- Dossier formation permanente  
Renault-Colombie  
Idéal Standar  
- Femmes en lutte au Mammouth  
livres ..... 3 Fr

### LIVRES

- Marxisme et Conscience de classe  
Henri Weber 10/18 ..... 15 Fr
- Portugal : la révolution en Marche  
D. Bensaid - C. Rossi - C.A. Udry 15 Fr
- Le Parti Communiste Vietnamien  
P. Rousset - édition revue et augmentée  
Petite Collection Maspéro ..... 18 Fr
- Introduction au Marxisme  
E. Mandel ..... 11 Fr

Toute commande à l'adresse suivante :

Editions de la Taupe Rouge

10, Impasse Guéménée - Paris 75004

● les commandes groupées bénéficient d'une remise de 20 %

● aucune commande non accompagnée d'un chèque correspondant au montant de la commande et payable à 30 jours ne sera satisfaite.

INPRECOR 76 rue Antoine Dansaert - Bruxelles 1000/Belgique

Correspondance de presse internationale -- Organe bi-mensuel d'information du Secrétariat Unifié de la IVème Internationale -- Les articles signés ne représentent pas obligatoirement le point de vue de la rédaction.

ABONNEMENTS: 1 an -- 25 exemplaires : FF 70; FS 45; FB 600 ; \$ can 14  
Ces prix n'incluent pas les frais d'expédition par avion outre-mer. Pour les USA et le Canada, par avion : \$ 24 par an • Pour les autres pays s'adresser à la rédaction

Pour tout règlement (sauf la France) : Gisela Scholtz, Société Générale de Banque, Agence Dailly 1030 - Bruxelles - Compte Courant N° 210-0320173-28  
POUR LA FRANCE : libeller les chèques au nom de Pascal Henri et les faire parvenir à l'adresse suivante : S. I. E., 10 Impasse Guéménée; 75004 PARIS

A quelques jours de l'indépendance, la situation militaire s'est brusquement dégradée aux dépens du MPLA. Sur le Front nord, les forces du FNLA ont renforcé leurs pressions sur Luanda, sans pour autant parvenir à la localité de Quifangondo où se trouve l'usine de traitement des eaux de la capitale. Depuis des semaines le FNLA s'acharne à prendre ce village pour briser la résistance des populations. L'armement utilisé dans ces opérations d'encerclement est constitué principalement de blindés Panhard équipés de mortiers de 60mm et de canons sans recul de 75mm montés sur

Que s'est-il passé pour que soit possible un tel renversement de situation ?

La première cause, et sans doute la principale, provient du soutien militaire massif apporté dans cette ultime période par l'impérialisme aux forces réactionnaires. Sa da Bandeira a été reprise avec l'aide de troupes sud-africaines et de mercenaires portugais, évènement revendiqué par l'ELP. Savimbi avait révélé quelques semaines auparavant que son mouvement détiendrait rapidement un armement lourd exceptionnel. C'est chose faite !

angola

# L'INDEPENDANCE

C. GABRIEL

des jeeps. La défense des FAPLA (forces du MPLA) se fait à deux niveaux, par un pilonnage au missile soviétique de 122 mm et par la contre-attaque d'unités légères équipées de lances grenades et du fusil-mitrailleur AK 47. Le piétinement du front de Luanda, dessert en dernière analyse le MPLA. Il fixe une partie importante des troupes sur une très faible partie du territoire, il fatigue et décourage les populations de la ville et enfin, il permet au FNLA de s'avancer vers Malange et de parfaire son dispositif dans le nord du pays.

Dans le même temps au sud, la situation militaire s'est qualitativement modifiée. Voilà quelques semaines, le MPLA contrôlait l'ensemble de la côte et une partie de la province de Huila au sud. L'UNITA basée à Nova Lisboa et Silva Porto ne sortait guère des provinces de Huambo et de Bié. Or en quelques jours, les rapports de force se sont renversés. Sa da Bandeira est tombée, puis Moçamedes et enfin Benguela et Lobito. Pour la première fois depuis juillet, l'UNITA et les renforts du FNLA au centre et au Sud vont détenir une large ouverture sur la mer permettant un ravitaillement et une stratégie de tenailles autour de Luanda.

Outre ces incidences militaires, il faut noter le fait que Lobito est le principal port du pays après Luanda et que Benguela est le terminus de la fameuse ligne de chemin de fer qui évacue le cuivre du Zaïre et de la Zambie. Ainsi réorganisées au sud, les forces de l'UNITA et du FNLA vont pouvoir attaquer la région du Cuanzo Sud et tenter de prendre Malange par le Sud.

Au nord, l'encadrement du FNLA par des troupes zaïroises n'a pas diminué, si ce n'est que le Zaïre reçoit de son côté une aide militaire accrue des USA et de la France. A titre d'avertissement (mais pour combien de temps) la France vient de livrer les premiers avions Mirage à l'armée zaïroise.

Alors que l'Afrique du Sud prend une part de plus en plus décisive dans le conflit, alors que le Zaïre soutient massivement le FNLA et que la Zambie en fait de même pour l'UNITA, l'aide des soi-disant "pays progressistes africains" est un bluff. Certes le Congo donne un coup de main au MPLA pour le transport de matériel et la Guinée, l'Algérie, la Guinée Bissau et le Mozambique soutiennent diplomatiquement la direction netiste. Mais lorsque N'Gouabi menace d'une intervention de l'armée congolaise on ne peut s'empêcher de sourire en raison de l'instabilité de ce régime et de la fonction de caporalisation intérieure de cette armée. En quelque sorte, l'OUA montre une fois de plus sa fonction contre-révolutionnaire. Encore une fois s'effondre l'illusion grotesque de "l'Afrique progressiste". En face de cette rhétorique nationaliste s'organise un monde bien réel, celui des maillons forts de l'impérialisme dans la région, les armées sud-africaine et zaïroise.

Toutefois, les revers du MPLA ne peuvent se réduire uniquement à la puissance militaire intrinsèque de ses adversaires.

Il faut mentionner l'immensité du pays qui rend

impossible son contrôle militaire et administratif par un petit appareil politico-militaire sorti de la guérilla rurale. Les distances s'ajoutant à la difficulté des transports ont donné au facteur logistique une importance décisive alors que les FAPLA ne disposent d'aucune aviation. C'est très certainement à ce niveau que l'aide soviétique au MPLA a été notoirement insuffisante en ne fournissant pas massivement des hélicoptères.

Par ailleurs, la durée des combats et leur caractère de guerre civile ont accéléré la décomposition de la société angolaise, notamment dans les villes. Les forces centrifuges ethniques sont réapparues massivement et une partie des populations préfère retourner dans ses régions d'origine, accroissant la désorganisation sociale et aidant le contrôle des populations par notabilités tribales interposées que cultivent le FNLA et l'UNITA.

Certes, les dernières années avaient permis par les investissements industriels le développement d'un prolétariat jeune et concentré quoique peu qualifié et sans traditions de lutte.

En 1973, la production manufacturière occupait environ 130.000 salariés, principalement dans les zones industrielles de Luanda et de Lobito. Mais la jeunesse de ce prolétariat ne peut le mettre à l'abri des pressions traditionnelles de son origine rurale. Le MPLA n'a pas été à l'abri de cette faiblesse du "point de vue universel" que confère le milieu urbain au prolétaire coupé de ses origines rurales. La réduction de l'anti-tribalisme du MPLA à des mots d'ordre idéologiques n'a pas favorisé une prise de conscience parmi les secteurs les plus arriérés.

Le contrôle de la principale région agricole par l'UNITA provoque un déficit vivrier tel qu'il favorise l'exode des populations. A Luanda, dès le matin, les queues s'allongent devant les magasins. Les rayons d'alimentation sont presque vides : l'huile, le sel, le sucre, la viande sont devenus rares. Le kilo de riz vaut maintenant 20 à 25 escudos contre 9 auparavant (1). Le sel est passé de 1 à 3 escudos.

Le manioc qui est la nourriture de base des populations africaines a triplé de valeur et le MPLA tente de réduire cette inflation en organisant la distribution par les "commissions de quartiers". Enfin, le départ des Portugais, accroît encore la désorganisation des réseaux commerciaux.

Une telle situation renforce la lassitude des masses et atteint déjà la vivacité des structures de "pouvoir populaire" en y provoquant un moindre dynamisme et un suivisme grandissant vis-à-vis de la direction du MPLA.

Voilà donc l'officialisation de l'intervention sud-africaine. Les Américains ne cachent plus

l'aide de la CIA au FNLA et à l'UNITA. Un article du "New York Times" du 25 septembre écrit par Leslie H. Gelb affirmait que de sources sûres la CIA considérait depuis 62 Holden comme la solution de rechange au colonialisme Portugais. Toutefois l'engagement impérialiste en Angola n'a pas été délibérément un choix de guerre civile.

Après le 25 avril les divisions du MPLA, son affaiblissement, rendaient tout à fait crédibles l'opération spinoliste fondée sur le FNLA et les organisations de colons portugais.



troupes du FNLA

## la dernière bataille

combattants du MPLA



Ce que l'impérialisme sous-estima totalement, ce fut le mouvement de masse urbain et sa référence immédiate au MPLA qui, malgré son affaiblissement, conservait un immense prestige.

Il était trop tard pour se rendre compte de la faiblesse politique du MPLA. Il était trop tard pour intégrer la direction ou une fraction de celle-ci dans un projet d'intégration. Les accords d'Alvor et le gouvernement de coalition

arrivaient trop tard. Le mouvement de masse plaçait sa confiance dans le MPLA. La droite ne pouvait plus s'opposer à celui-ci et Lucio Lara déclarait "Une partie de la population a été armée, mais cela fut fait en juillet 1974 pour résister à l'agression des blancs réactionnaires. Depuis, ces unités d'auto-défense se sont placées d'elle-mêmes sous la bannière du MPLA mais nous ne les contrôlons pas".

La direction du MPLA qui malgré ses clivages est globalement une direction nationaliste petite-bourgeoise n'avait dès lors que le mouvement de masse pour "s'auto-défendre" face au FNLA et elle décida de le développer en conservant son contrôle. Aucun cercle impérialiste ne lui faisait confiance en raison du mouvement de masse qui lui restait attaché. Les provocations du FNLA à Luanda et ses ratonnades dans les mucegues (2) s'avérant insuffisantes pour briser l'activité des masses, il fallut choisir la guerre au risque de perdre les dernières cartes négociables avec la direction netiste.

Mais l'internationalisation du conflit ne tient pas uniquement à la réaction de l'impérialisme contre le mouvement des masses angolaises. Elle tient aussi aux conflits inter-impérialistes exacerbés par les liens éclectiques que l'UNITA et le FNLA tissent de par le monde. L'intervention de l'Afrique du Sud est donc, aussi, une intervention pour renforcer l'UNITA, c'est-à-dire pour stabiliser une zone directement en contact avec la Namibie, principalement la région d'Ovambo et la bande de Caprivi qui constituent des régions clés de la stratégie de Prétoria. La Zambie en pleine lune de miel avec le régime sud-africain pour la préservation de la stabilité en Afrique australe, est de la partie puisque l'UNITA peut lui assurer le fonctionnement du train de Benguela pour l'évacuation de son cuivre.

Ainsi la contre-offensive au sud est porteuse d'un conflit politique contre le FNLA afin de garantir un juste équilibre régional de la future Angola néo-coloniale, afin de préserver les marchés de l'aménagement de la vallée du Cunene. Le bassin minier de Cassinga aux mains de Krupp et d'investissements européens et sud-africains renforce l'intérêt de la CEE pour le groupe de Savimbi.

Celui-ci reconnaît implicitement qu'en l'absence de ce "mandat" il n'aurait pu jouer un tel rôle politique.

Ne déclarait-il pas le 19 octobre au Cameroun "Neto ne pourra pas créer comme il l'annonce un Cuba africain car l'Angola mise à part (sic) les sentiments de la population se trouvent dans une zone trop sensible politiquement et stratégiquement". Autrement dit, ce que doit comprendre le peuple angolais, c'est que les convoitises impérialistes seraient plus fortes que ses mobilisations !

Le même Savimbi, encore une fois à Paris,

déclarait le 27 octobre à l'AFP que " si l'Afrique (?) ne peut rien faire, personne ne pourra empêcher l'ONU de faire intervenir ses casques bleus". Et c'est sans protestation qu'il reconnut, bon prince, que l'Afrique du Sud occupe effectivement la province de Huila au sud.

## La dernière bataille?

Bras armés de l'impérialisme, le FNLA et l'UNITA ont préparé le 11 novembre comme on prépare une étape de la lutte mais ils n'ont pas considéré cela comme l'ultime bataille. Celle-ci se poursuivra quelques soient ses formes possibles.

Le MPLA a décidé la "mobilisation générale" pour repousser l'envahisseur. Une telle initiative peut redonner force au mouvement de masse à la condition qu'il s'accompagne d'une définition politique précise de l'enjeu.

Or la direction annonce maintenant qu'elle mettra en place un "gouvernement d'union nationale" comprenant "des personnalités patriotiques indépendantes". Voilà qui est peu précis mais qui, cependant, maintient les formulations "nationalistes" et frontistes du MPLA. Dans un récent "Vitoria e certa", son organe, la direction du mouvement faisait le point sur la situation "Notre Mouvement lance le mot d'ordre "construisons un large front anti-impérialiste, défaisons les laquais de l'impérialisme et créons une démocratie d'un type nouveau !"... "En ce sens, c'est une juste lutte que de contribuer à renforcer, au niveau mondial, le camp des forces progressistes, le camp des exploités qui luttent contre les exploités. Elle aidera à la chute inévitable de l'impérialisme... Or cette lutte contre l'impérialisme pour être victorieuse doit englober toutes les forces anti-impérialistes de notre Patrie. Parmi ces forces on trouve : les ouvriers, les paysans, les intellectuels révolutionnaires et les couches anti-impérialistes de la bourgeoisie angolaise... Il faut donc que notre avant-garde révolutionnaire soit prête à créer dans notre pays un gouvernement démocratique de type nouveau. Ce gouvernement représente une alliance de toutes les classes anti-impérialistes, qui doit être dirigée par la classe la plus conséquemment révolutionnaire..."

"... Le centralisme démocratique et la discussion organisée par les masses populaires sur tous les problèmes nationaux et l'application dans la pratique des conclusions, réalisée par le gouvernement... Pour atteindre ses buts, ce gouvernement devra lutter pour la nationalisation des grandes entreprises bancaires, industrielles et commerciales. Mais comme ce gouvernement représente une alliance de plusieurs classes, il n'abolira pas l'existence de la propriété privée et n'empêchera pas le développement de la production capitaliste. En ce qui concerne les paysans angolais, ce gouvernement aura à définir dans son programme une réforme agraire conséquente. Les terres aban-

données par les colonialistes devront appartenir à ceux qui les travaillent".

Une telle rhétorique est faite, évidemment, pour satisfaire tout le monde au sein du MPLA. Elle se symbolise dans Agostino Neto, sorte de bonaparte au-dessus des tendances. La "démocratie de type nouveau" n'est pas autre chose que le concept de parti-Etat dans une conjoncture de pression du mouvement de masse. Que celui-ci recule et le concept deviendra réalité comme ce fut le cas dans la Guinée de Sekou Touré et comme il se réalise actuellement en Guinée Bissau et au Mozambique. Une équipe dirigeante, tirant sa légitimité de la lutte nationaliste, s'appuie sur un encadrement strict des masses dans ces comités sans pouvoir où se cultivent le bureaucratisme et l'arrivisme et qui font office de "contrôle des masses sur le parti".

Dans un tel contexte politique, les marxistes révolutionnaires soutiennent le MPLA contre la réaction impérialiste, contre le FNLA, l'UNITA et leurs alliés zaïrois et sud-africains mais ils s'adressent aussi au mouvement de masse pour que les "organes du pouvoir populaire" deviennent des instruments réels de leur pouvoir. Ils militent pour une indépendance réelle des organisations de masse et des comités par rapport au MPLA. Ils militent pour que le futur Etat garantisse les libertés démocratiques, le droit à l'organisation politique pour tous ceux qui se réclament de l'anti-impérialisme, le droit de publication et de réunion, etc. Ils travaillent, non pas pour un gouvernement du MPLA avec des gens comme Lucio Lara sous couvert d'une "démocratie de type nouveau" dont on ignore le contenu de classe, mais pour un gouvernement de type nouveau, un gouvernement ouvrier et paysan responsable devant l'assemblée des délégués.

Pour ce faire, il ne peut y avoir de "cours nouveau" à écrire pour gagner la direction du mouvement. Il faut regrouper l'avant-garde et préparer la construction du parti révolutionnaire. Dans la Résolution politique de notre 10<sup>e</sup> Congrès mondial, nous écrivions que "dans le contexte de réajustement de la stratégie impérialiste en Afrique australe, le développement du processus de révolution permanente sur la base de l'internationalisation du conflit dans toute cette région (l'Afrique australe) ne pourra se faire qu'à partir, notamment, d'une clarification au sein du MPLA et du FRELIMO, mouvements nationalistes révolutionnaires de conception multi-classiste..."

Le "notamment" signifiait qu'une partie du mouvement urbain, dans lequel à cette époque le MPLA n'était nullement implanté, contribuerait aussi pour une bonne part à la recomposition politique. Or, à la suite du 25 avril, la totalité des éléments radicaux urbains ont intégré le MPLA notamment au niveau des organes de "pouvoir populaire". C'est pourquoi,

il est plus correct aujourd'hui de considérer que la recomposition politique passe par une clarification au sein du MPLA pour le regroupement d'une tendance anti-capitaliste, pour la construction du parti révolutionnaire.

## Le soutien international

C'est cette démarche qu'oublie ceux pour qui le soutien des marxistes révolutionnaires au MPLA est une hérésie. Il ne faudrait soutenir personne en particulier car les trois adversaires sont nationalistes avec des programmes très voisins et qu'enfin il n'y a pas de parti révolutionnaire. La IV<sup>e</sup> Internationale doit, pour sa part, se poser la question des voies qui mènent à la construction de ce parti. Que serait la vie politique angolaise si l'ordre de Holden régnait à Luanda ? Que deviendraient ces centaines de militants qui travaillent dans les mucegues et à l'université sur des mots d'ordre anti-capitalistes ? Il seraient les premières victimes comme l'atteste l'attitude du FNLA avant le 10 juillet.

Dans plusieurs communiqués, il déclara que "le peuple lui-même a objectivement délégué le pouvoir populaire aux mouvements de libération" et que "c'est à cause de "l'infiltration de certains groupes (dont les comités de quartiers) par des éléments anarchistes et des agitateurs (...) que le FNLA s'est toujours opposé à toute forme d'organisation angolaise en dehors des mouvements de libération".

Voilà l'enjeu du soutien au MPLA. A la veille du 11 novembre, il est regrettable de constater que le soutien international n'est guère plus important que durant les 14 ans de lutte armée.

Les comités en Europe ont ralenti leur activité après le 25 avril dans la mesure où, le plus souvent contrôlés par les réformistes, ils véhiculaient les illusions sur le caractère anti-néo-colonial du nouveau régime portugais. Aujourd'hui ce passé pèse lourd pour relancer la solidarité internationale. L'absence d'un soutien massif et permanent au MPLA et au peuple angolais aura pesé lourd pour les rapports de forces vis-à-vis de la contre-révolution, mais aussi pour les perspectives encore possibles d'une transcroissance sociale de la lutte.

Il ne sera pas possible, pour quiconque, de démontrer qu'un soutien à la révolution socialiste angolaise pouvait contourner la nécessité d'un soutien au MPLA dès lors que l'ensemble de la jeunesse anti-impérialiste s'y rassemble et que la contre-révolution s'incarne dans le FNLA et l'UNITA.

Le 9.11.75

- (1) Un escudo équivaut à peu près à 16 centimes français.
- (2) "Mucegues", bidonvilles.

# LA GUERRE CIVILE AU LIBAN

G. VERGEAT

Au début du mois de novembre la trêve qui a mis fin aux combats à Beyrouth et dans le reste du pays n'est en aucune mesure la manifestation du retour de la paix sociale ou du rétablissement de la situation antérieure au déclenchement de la guerre civile. Rien n'est réglé au fond, les conditions de l'explosion de la guerre civile demeurent et un nouveau recours aux armes peut se reproduire à tout moment.

Les raisons qui ont déterminé les affrontements ont été accumulées à une vitesse grandissante tout au long de l'histoire du Liban depuis sa création sur une base confessionnelle à la suite du Pacte de 1943, année de son apparition comme Etat indépendant. L'évolution de la situation internationale au Proche-Orient combinée aux contradictions internes du Liban a poussé le pays vers la guerre intérieure.

## Qu'est-ce que le Liban?

Depuis son apparition, le Liban est devenu chaque jour un peu plus la propriété privée presque exclusive d'une bourgeoisie chrétienne maronite compradore. Peu intéressée au développement économique de ce pays arriéré, cette bourgeoisie tire sa puissance commerciale et financière de la place qu'elle occupe à la charnière des relations économiques entre l'Orient arabe et l'occident impérialiste. Sa fonction unique d'organisatrice du transit et de banquier dans la région lui a permis d'amasser des fortunes immenses. L'inexistence de cadres juridiques de contrôle des échanges internationaux, du fait de l'inexistence d'un Etat capable d'imposer sa loi à ce monde de trafiquants, a miné peu à peu la structure de cet Etat, l'anarchie capitaliste et la course échevelée aux profits oeuvrant finalement contre l'intérêt général de la bourgeoisie.

Une idée précise de la réalité de ce paradis de la finance est fournie par une publication récente d'un Avis de l'Association des Banques du Li-

ban destiné aux banques étrangères, qui établit que : "depuis le début des événements le marché des changes est resté relativement équilibré sans que la Banque n'ait eu à intervenir à aucun moment. En conséquence les réserves monétaires libanaises en or et devises sont demeurées inchangées à leur niveau relativement très élevé. Ces réserves dépassent (si l'or est évalué au cours du marché) trois fois la circulation fiduciaire en Livres libanaises". Au cours de ces années d'affirmation du rôle commercial et financier de la bourgeoisie maronite de cet Etat, un personnel nombreux et rompu à toutes ces opérations économiques internationales a été formé, et représente un capital technique nécessaire à la marche des économies arabes fondées sur le pétrole, ainsi qu'à la pénétration orientée des investissements des capitaux impérialistes dans l'Orient arabe.

Totalement concentrée sur Beyrouth cette activité tournée vers l'extérieur du pays a drainé vers la capitale plus de la moitié de la population de tout le pays, par les emplois qu'elle créait et les retombées d'argent qu'elle provoquait. Un commerce local petit et moyen s'y est développé, lié à la croissance énorme des services de toute catégorie. Sous la domination de la bourgeoisie chrétienne maronite cette activité s'est traduite dans le cadre du confessionnalisme institutionnel par une politique de discrimination confessionnelle dans les écoles privées et publiques, dans l'administration, sur tout le marché de l'emploi, tenant à l'écart la masse de la population musulmane. Enseignements secondaires et universitaires en français ou en anglais, par des organismes possédés par des institutions religieuses ou laïques françaises ou américaines traduisent l'intégration totale, économique comme culturelle, de la bourgeoisie maronite à l'impérialisme.

## L'évolution vers la situation présente

Le souhait le plus cher de cette classe dirigeante était de maintenir cet état de fait aussi longtemps que possible. L'aile musulmane de la bourgeoisie libanaise rejoignait sur ce terrain sa consœur maronite. Cette attitude impliquait de maintenir le Liban hors des convulsions politiques et sociales du Proche-Orient, hors des guerres d'agression de l'Etat d'Israël contre les Etats arabes. Cela voulait dire empêcher l'arabisation du Liban et maintenir en sous-main une politique de reconnaissance de fait de l'Etat sioniste. Le nationalisme arabe en réaction au sionisme ne devait surtout pas prendre pied au Liban.

C'est l'inverse qui s'est produit. Les conséquences de l'entreprise sioniste au Proche-Orient se sont manifestées de plusieurs manières dans le pays. L'installation de centaines de milliers de réfugiés palestiniens de 1948 dans des camps à proximité des banlieues des villes, Beyrouth, Tripoli, Saïda, sans emploi et sans espoir d'en

trouver dans ce pays sous-développé, est la précondition de la crise qui ravage actuellement le pays. Ce facteur historique d'explosion s'est peu à peu affirmé comme tel avec la mobilisation ascendante des masses palestiniennes de tout l'Orient arabe contre le sionisme. Avec leur organisation et leur armement hors d'un contrôle véritable des régimes arabes, est apparue au Liban une force politique et sociale autonome dont le fonctionnement propre signifiait tôt ou tard un affrontement avec le Liban de la bourgeoisie maronite. Celui-ci, paralysé par son laxisme galopant, sa corruption absolue, et ses structures minées par les luttes des clans autour du pouvoir, était incapable de réagir en tant qu'Etat central libanais. Il était difficile sinon impossible que l'aile musulmane du système confessionnel, masses et bourgeoisie comprises, reste comme un bloc passif dans le cas où serait décidé d'engager l'épreuve de force contre les palestiniens : une même réalité nationale arabe réunit masses libanaises et palestiniennes, et la sensibilisation à la question du sionisme a pénétré les masses libanaises.

Depuis 1969 l'intermittence de conflits locaux armés entre les milices bourgeoises maronites attaquant des combattants palestiniens préfigurait exactement quelle serait l'évolution interne du pays. Ces affrontements répétés étaient autant de bornes successives sur la voie d'une guerre civile généralisée. Qui avait intérêt à cette guerre civile généralisée ? Qui avait intérêt à cette guerre de liquidation de la Résistance palestinienne ? Ceux-là même qui étaient menacés par le développement du conflit israélo-palestiniens sur le terrain libanais, qui amenait inévitablement une jonction entre les Palestiniens et les masses libanaises. La bourgeoisie musulmane du Liban, au même titre que ses homologues égyptienne, jordanienne, syrienne, désire la paix avec Israël, mais elle ne possède pas à elle seule les moyens d'obliger les Palestiniens à se soumettre. De ce fait elle est tributaire du système confessionnel et solidaire de la bourgeoisie maronite par nécessité.

De son côté, la bourgeoisie maronite voyait en son sein s'organiser divers courants politiques en vue de la guerre civile. Le courant dominant militairement, les Phalanges de Pierre Gémayel, représentait une véritable armée privée équipée de pied en cap par l'impérialisme américain. C'était la première réponse de la chrétienté maronite hors des structures de l'Etat libanais à la menace qu'elle percevait pour son ordre socio-économique. Fer de lance de la réaction anti-palestinienne, pro-impérialiste, pro-sioniste entraînée par des mercenaires blancs du colonialisme en Afrique, les Phalanges se recrutent surtout dans les couches inférieures de la bourgeoisie maronite. Celles-ci, directement vulnérables dans leurs possessions face aux masses arabes exploitées ou rejetées, libanaises ou palestiniennes, ont une activité économique directement tournée vers le marché



intérieur, tributaire de la précarité croissante de la situation dans ces dernières années. La haute bourgeoisie financière intégrée aux circuits internationaux n'est pas soumise aussi directement aux conditions intérieures du Liban.

## Le déclenchement du conflit

Il fallait davantage que les conditions persistantes de conflit pour engager le processus de guerre civile. Le choix du moment et du prétexte devait servir les intérêts communs de l'impérialisme et de ses alliés dans la région en général et au Liban en particulier. C'est l'Accord sur le désengagement progressif au Sinaï, glissé par Kissinger entre Israël et l'Egypte, qui donna le signal du déclenchement des hostilités. L'embuscade phalangiste dans laquelle tomba le bus transportant des combattants palestiniens du Front du Refus fournit le prétexte à l'engrenage des combats. Les Phalanges prenaient l'initiative, mettant devant le fait accompli toute la bourgeoisie maronite et musulmane, qui ne disposait d'aucun plan consistant pour donner un coup d'arrêt aux Palestiniens et museler les masses libanaises de plus en plus combatives.

Derrière ces affrontements, l'internationalisation du conflit était bien évidente. Ce conflit, par libanais interposés, oppose la Syrie et l'OLP à l'impérialisme américain et à Israël.

C'est selon ces deux axes que les camps se sont constitués sur le terrain. L'enjeu concerne les conditions de la solution pacifique générale.

De son côté, Israël veut réduire au maximum la réalité combattante des Palestiniens avant tout accord final possible; les Etats-Unis, le Liban et des régimes arabes tels que l'Egypte, l'Arabie saoudite, la Jordanie partagent cette volonté. De l'autre, craignant une paix séparée d'Israël avec l'Egypte qui l'isolerait face aux Etats-Unis et Israël, alors qu'elle recherche un Accord de paix générale, mais à d'autres conditions, la Syrie veut empêcher toute paix séparée ouverte par l'Accord de désengagement

dans le Sinaï. Liée directement aux Palestiniens qu'elle peut utiliser comme moyen de pression, la Syrie veut intégrer les Palestiniens - l'OLP/Fatah - dans un règlement général. Cette position rencontre celles de l'impérialisme français et de la bureaucratie soviétique qui ont reconnu diplomatiquement l'OLP et préconisent une solution appelant la création d'un Etat palestinien croupion.

Ainsi, chaque camp en présence au Liban affronte indirectement la Syrie d'une part et Israël de l'autre.

Une intervention directe de l'impérialisme américain au Liban, comme en 1958, ou d'Israël risquerait de provoquer une levée des masses arabes dans la région qui mettrait à mal les pouvoirs bourgeois dans chaque Etat, les chances de paix impérialiste s'effondrant.

L'objectif immédiat des Phalanges était d'obliger l'armée libanaise à intervenir contre les Palestiniens pour reproduire au Liban le Septembre noir jordanien de 1970. Mais l'armée libanaise a été neutralisée par le soulèvement populaire massif et la combativité des masses. Le phénomène qui s'est produit est la fusion dans la lutte des masses arabes libanaises et palestiniennes. La première manifestation de cette jonction armée à la base s'était effectuée au printemps dernier à Salda en réaction à la tentative de prise de contrôle de force des pêcheries locales de la côte par la haute finance de Beyrouth (l'homme de l'opération, Camille Chamoun, actuel ministre de l'Intérieur, est celui qui avait réclamé le débarquement des troupes américaines en 1958 alors qu'il était président de la République). Devant les menaces de se voir arracher leurs ressources essentielles, pêcheurs, populations locales et militants palestiniens déclenchèrent une véritable insurrection. Ces événements furent un révélateur pour la droite maronite en même temps que pour les masses elles-mêmes qui prirent davantage conscience de leur puissance. C'était un avertissement que les Phalanges saisirent exactement.

Ce premier objectif des Phalanges ne fut pas atteint, le conflit s'installa par rounds successifs impliquant des sections des masses chaque fois plus importantes. La jonction entre les détachements palestiniens et les masses libanaises, organisations politiques armées à leur tête, empêcha que le conflit se réduise aux palestiniens et phalangistes permettant l'intervention de l'armée. Musulmane dans sa base, maronite dans son commandement, l'armée courait le risque grave de voir son unité éclater si elle s'engageait dans le conflit pour faire cause commune avec les Phalanges. Maintenu en dehors des combats elle demeurerait le seul garant important du maintien des intérêts bourgeois par la suite.

## La guerre civile

Le glissement du pays dans la guerre civile prit son cours le plus violent au cours de l'été. L'engagement de secteurs de plus en plus larges des masses dans les combats était une manifestation de la domination du confessionalisme. C'est aussi la cause directe des atrocités qui furent commises par les deux camps, montrant l'arriération politique de la grande masse. Des mots d'ordre démocratiques anti-impérialistes et anti-sionistes furent lancés dans les secteurs influencés par les organisations révolutionnaires libanaises.

Tout au début des combats, les affrontements se circonscrivent aux détachements armés des deux camps. Il s'en suivit une extériorisation des masses du fait de leur impréparation politique et militaire à affronter globalement la situation. Le cours des événements entraîna leur mobilisation organisée et leur armement. Alors seulement un tournant commençait à s'opérer qui donnait aux affrontements armés une dimension de guerre civile où le centre de gravité de la crise n'était plus seulement entre phalangistes et Palestiniens mais entre les masses arabes et la réaction impérialiste. Les masses commençaient à lutter pour elles-mêmes, indépendamment des appareils politiques bourgeois. Ainsi le risque devenait grand pour la bourgeoisie maronite d'abord, musulmane ensuite, de voir leur échapper de plus en plus le contrôle de la situation, faisant échouer de toute manière la tentative initiale d'application du plan combiné des Phalanges avec l'impérialisme américain et Israël.

C'est dans le courant de l'été que la tendance à la politisation de masse du conflit s'affirma davantage, débordant du cadre originel des hostilités, débordant de la politique imbriquée de la Syrie et de l'OLP.

Ce processus se manifesta dans les quartiers populaires plus touchés que d'autres par les conséquences économiques de la guerre civile. Les salaires n'étant plus versés, le travail arrêté et le ravitaillement en vivres plus assuré par les moyens traditionnels (les marchés disparaissant à cause de l'extension générale des combats), il s'imposait d'entamer un processus d'auto-organisation élémentaire pour l'obtention et la distribution des moyens de subsistance. Il fallait entreprendre des réquisitions. La disponibilité d'habitants des quartiers et l'intervention des militants des organisations d'extrême-gauche dans de nombreux cas résultèrent dans la formation de comités populaires pour la prise en charge de ces tâches. Parallèlement des équipes d'auto-défense assuraient la sécurité des quartiers où l'auto-organisation des masses se développaient.

La trêve du début novembre est intervenue quand une nouvelle étape du développement de l'auto-organisation des masses se dessinait dans cer-

tains quartiers grâce à l'intervention d'organisations révolutionnaires, notamment à Chiah et Nabaa. Expériences localisées, mais exemplaires, leur objectif était la formation de Conseils de quartiers avec des délégués élus, dépassant le cadre de l'organisation autonome de la vie quotidienne à l'échelle du quartier, pour poser le problème d'une organisation de conseils dans tous les quartiers, reliés entre eux et traitant de questions politiques centrales. Des tracts distribués par les marxistes-révolutionnaires affirmaient : "Nous luttons contre Gémayel et Chamoun, mais pas pour Saeb Salam et Karamé!" , rejetant les solutions bourgeoises des deux dirigeants centraux de la bourgeoisie musulmane, et se prononçant pour : "Un gouvernement ouvrier et paysan". Le mot d'ordre de gouvernement d'union nationale était mis en avant par les réformistes bourgeois et la gauche, le Front progressiste de Kamal Joumblatt et le Parti communiste libanais.

La force encore réduite des courants révolutionnaires et l'emprise du confessionnalisme sur les masses sont deux éléments qui rendent difficile ou improbable la transformation révolutionnaire de la guerre civile. En plus la répartition des forces combattantes en une multitude d'organisations d'obédience allant du nationalisme nassérien à l'extrême-gauche marxiste-révolutionnaire, en passant par celles qui sont liées directement à l'Union soviétique (Parti communiste libanais) ou à la Syrie (la Saïka), reflètent autant de projets politiques divergents et contradictoires.

## La bourgeoisie et ses perspectives

La bourgeoisie libanaise et les courants réformistes sont encore en état de contrôler la situation et de définir des solutions.

Dans le camp maronite, deux courants s'opposent. Celui de la petite et moyenne bourgeoisie et du bas clergé en faveur d'une partition du pays, en opposition à la haute bourgeoisie et au haut clergé qui prônent le maintien de l'entité libanaise actuelle. Ces positions sont dictées par les positions économiques respectives des deux composantes en question. La première, limitée au marché intérieur ne perdrait pas dans une partition, mais tirerait plutôt ses profits du tourisme, de relations avec Israël, et des retombées de la présence militaire directe ou indirecte de l'impérialisme.

Quant à la haute bourgeoisie, la disparition du Liban signifierait la destruction de la base territoriale à partir d'où elle menait ses entreprises lucratives grâce au caractère semi-arabe et semi-occidental de l'Etat libanais.

Si la haute bourgeoisie maronite a été peu touchée dans ses richesses par les combats, la

petite et la moyenne bourgeoisies l'ont été souvent durement : magasins, restaurants, hôtels, immeubles, appartements, entreprises, etc., ont été détruits en grand nombre. Les gros ont leurs armées privées et les capitaux à l'abri, ainsi que les familles.

Le maintien d'un Liban intégré implique la réforme complète de la structure de l'Etat, et donc l'abandon du confessionnalisme. Déjà les chefs religieux des divers courants musulmans réclament la disparition du confessionnalisme érigé en système politique. Si la Constitution doit être amendée, la loi électorale changée (qui est fonction des divisions religieuses) et le recensement de la population refait - mesures impliquées dans l'abolition du confessionnalisme -, alors la communauté maronite se trouvera minoritaire naturellement; soumise à la pression des ultras qui pourraient de nouveau prendre prétexte de ces réformes bourgeoises pour relancer les combats pour la partition. Déjà des regroupements de populations chrétiennes se sont opérés dans l'Akkar, amorçant des exodes partiels. L'affaire est très délicate.

Un regroupement se fait jour au sein des deux ailes de la bourgeoisie, son objectif étant la mise en place d'un Etat fort autoritaire débarrassé des armées privées des Gémayel et Chamoun associées, capables de mater Palestiniens et masses libanaises et de tenir en respect les caciques locaux. L'axe Karamé-Raymond Eddé est porteur de cette orientation. Un important réseau d'appui à cette solution se profile, rassemblant des forces internationales dont les intérêts politiques et économiques convergent dans ce sens.

L'impérialisme français y voit une alternative au clan américain Frangié-Chanoun et un nouveau moyen d'accroître sa présence dans la région, dans la lignée de la politique gaulliste. Le haut clergé maronite, lié corps et âme à la France chrétienne coloniale d'hier et d'aujourd'hui, soutient cette perspective. Moscou a reçu Eddé à plusieurs reprises en invité et préconise des solutions proches des Français, notamment la reconnaissance de l'OLP et une solution matérielle, à savoir un Etat palestinien croupion, à la question palestinienne. La Syrie observe cette opération avec bienveillance.

La solution bourgeoise de la crise se situe à deux niveaux: d'une part, un accord entre la Syrie et Israël via Kissinger, impliquant l'OLP qui aurait pour effet de décroître les tensions au Liban; d'autre part, une réforme de la structure du pays scellant l'arrêt de la guerre civile. Au cas où rien de tout cela n'interviendrait, il faudrait s'attendre à une reprise des combats et une marche à la partition, solution qui verrait glisser sous une forme ou sous une autre les masses musulmanes sous le contrôle de l'Etat syrien, posant le développement de la révolution arabe dans un contexte nouveau.

**PACO ROBS**

# sahara occidental



## AU-DELA DE LA MARCHÉ VERTE

Le Sahara occidental soulevait bien peu d'intérêt jusqu'à la découverte au début des années 60, sur son territoire de fabuleuses richesses minières, le plus important gisement de phosphates du monde, dans la région de Bu-Crâa. Ce gisement qui s'étend sur une surface de 250 km<sup>2</sup> et dont la partie essentielle est exploitable à ciel ouvert, présente le double avantage d'un minerai extrêmement riche et d'un accès rapide vers l'océan Atlantique qui ne se trouve qu'à une centaine de kilomètres. L'exploitation a débuté en 1972, avec la création d'une société, Fos-Bu-Crâa, dans laquelle ont investi la Banque de Paris et des Pays-Bas, la Banque Rotschild et Krupp, qui a fourni un matériel d'extraction hautement technicisé. La société emploie 2500 salariés, dont 1000 seulement travaillent dans les mines. Seule une minorité de ces ouvriers provient de la population sahraouie; les autres sont des travailleurs en provenance des Iles Canaries ou de la métropole espagnole. L'exploitation à grande échelle de ces gisements permettrait au Sahara occidental de bénéficier d'un monopole presque absolu sur le marché mondial des phosphates, effaçant le Maroc qui est aujourd'hui le principal producteur. On comprend le peu d'empressément des puissances impérialistes à favoriser l'accès à l'indépendance d'un pays qui pourrait leur faire payer alors au prix fort des décennies de colonialisme brutal et d'une misère froidement entretenue. Les mésaventures pétrolières de ces dernières années leur servent de leçon. Ainsi, tant les USA, premiers intéressés, que les impérialismes ouest-allemand ou

français ne cachent pas leur désir de voir le Maroc s'annexer ce territoire.

Mais les mines de phosphates ne sont pas la seule richesse du Sahara occidental. Au large de ses côtes, se trouvent des zones de pêche extrêmement riches que le colonialisme espagnol a bradées et abandonnées au pillage des flotilles de pêche de différents pays. De même, des forages ont démontré l'existence d'importants gisements de pétrole, délibérément sous-évalués jusqu'à présent par les grandes compagnies pétrolières chargées de la prospection. Mais leur empressément à passer des accords d'exploitation avec l'Espagne dans la dernière période en dit long sur la richesse de ces gisements, conçus jusqu'alors comme réserves stratégiques. Dernière richesse d'importance, enfin, outre des gisements de fer et d'uranium, le Sahara occidental recèle dans son sous-sol un véritable lac souterrain, immense nappe d'eau douce qui permettrait de transformer le Rio de Oro en un gigantesque jardin au milieu du désert. Il ne faut pas chercher plus loin la raison des prétentions territoriales de la Mauritanie sur cette région.

Mais le Sahara occidental, outre son importance économique décisive, est aussi un enjeu politique et militaire d'autant plus important que l'accès à l'indépendance des anciennes colonies portugaises modifie profondément l'équilibre des forces en Afrique. L'impérialisme US est soucieux de renforcer sa présence dans cette région en favorisant l'an-

nexion du territoire par le Maroc et, subsidiairement, la Mauritanie. La constitution d'un Sahara indépendant où le F. Polisario, (Front populaire pour la libération du Sahara), soutenu par Alger, jouerait un rôle déterminant, est d'autant moins bien vue par l'impérialisme que cela pourrait remettre en jeu les bases militaires des Iles Canaries. Or, depuis la chute du régime Caetano au Portugal, les bases des Açores ne sont plus une pièce aussi sûre dans le dispositif militaire de l'OTAN.

Le développement du M. P. A. I. A. C. (Mouvement pour l'auto-détermination et l'indépendance de l'archipel des Canaries) et les liens fraternels qu'il a tissés avec le F. Polisario confirment le bien-fondé de telles inquiétudes.

Enjeu de taille, le Sahara occidental est l'objet de tractations complexes et d'initiatives scabreuses dont la "marche verte" n'est que la dernière en date. Depuis un an, le colonialisme espagnol contraint de battre en retraite s'est engagé dans une politique de pseudo-décolonisation dont il est très loin de maîtriser toutes les données. L'Espagne a cherché à sauvegarder l'essentiel de ses intérêts économiques et militaires dans cette région en engageant des négociations sur plusieurs fronts.

Son premier objectif a visé à reculer les échéances de la décolonisation en engageant une répression brutale contre les premières actions du F. Polisario et en ouvrant le feu sur des manifestants à El Aioun en juin 70; aux dizaines de morts, aux centaines de blessés se sont ajoutés de nombreux cas de tortures. Mais la répression n'a pas réussi à entraver le développement du F. Polisario qui a tenu son congrès constitutif en août 73. La chute de la dictature de Caetano au Portugal et l'aggravation de la crise de la dictature franquiste ont forcé l'Espagne à un changement de politique auquel elle s'était refusée jusqu'alors. Le 22 août 74 elle fait connaître son intention d'organiser un referendum qui devra décider du statut du territoire. Parallèlement, elle favorise la création du P. U. N. S. (Parti de l'union nationale sahraouie), parti légal constitué par des notables sahraouis acquis à la collaboration avec le régime franquiste, chargé d'assurer une relève néo-coloniale qui préserverait l'essentiel des intérêts de l'Espagne.

Le recensement effectué par l'administration coloniale en vue du referendum évalue à 75000 personnes la population sahraouie, ce qui est extrêmement peu pour un territoire grand comme pratiquement la moitié de la France. Mais les dirigeants du F. Polisario avancent un chiffre beaucoup plus élevé de l'ordre de 250 à 300 000. Il est vrai que l'écrasante majorité de la population sahraouie est composée de tribus nomades qui s'embarassent fort peu du tracé artificiel des frontières séparant le territoire sous administration espagnole, de

l'Algérie, du Maroc ou de la Mauritanie. L'essentiel de cette population nomade a d'autant mieux échappé au recensement qu'elle a souvent dû se réfugier sur les territoires voisins, chassée par la misère et le sous-développement où le colonialisme espagnol a contraint ce territoire. (1) Ces populations sont certainement prêtes à s'intégrer dans un Sahara occidental libre et indépendant, comme le montre le soutien massif qu'elles apportent au F. Polisario, contraignant même la Mauritanie à tolérer son activité sur son territoire.

Les manoeuvres de l'Espagne ont tourné court avec la déconfiture spectaculaire du PUNS, qui malgré ses possibilités d'action légale, a été incapable d'enrayer le développement d'un soutien de masse au F. Polisario comme en ont témoigné les manifestations qui ont accueilli la visite de la mission de l'ONU au printemps 75. De plus, le secrétaire général du PUNS, sentant le vent tomber et l'Espagne perdre pied, a préféré gagner avec armes et bagages, notamment la caisse de l'organisation, le Maroc, et faire allégeance au régime marocain. Le F. Polisario s'affirme alors comme le représentant indiscutable du peuple sahraoui et de sa volonté de se constituer en Etat indépendant. Tant le Morehob (Mouvement des hommes bleus), que le FLU (Front de libération et d'unité), directement armés et soutenus par le régime marocain, défendent la thèse du rattachement du territoire au Maroc mais ne bénéficient d'aucune influence sérieuse dans la population sahraouie.

Avec la rapide déconfiture du PUNS, l'Espagne est forcée de réajuster sa politique au cours de l'année 75. Dans la dernière période notamment, l'isolement international du régime franquiste, sa grave crise interne et l'offensive marocaine l'ont forcée à la fois à engager l'évacuation du territoire et à développer les négociations sur plusieurs fronts. L'Espagne doit renoncer à préserver certains de ses privilèges, notamment le maintien au Sahara occidental d'un important contingent militaire qui s'élevait dernièrement à 55 000 soldats et 4 500 membres de la police armée. On sait trop le rôle déterminant joué par les troupes stationnées au Maroc dans le soulèvement fasciste de juillet 36 pour ne pas comprendre l'intérêt que portait le régime au maintien outre-mer de forces armées sûres, prêtes à intervenir à nouveau comme fer de lance contre-révolutionnaire dans la péninsule. Mais l'objectif poursuivi dans les négociations actuelles, tant avec le Maroc et la Mauritanie d'une part qu'avec Alger et le F. Polisario d'autre part, se limite au maintien d'une présence militaire à El Aïnoun qui servirait d'appui à la base aérienne des Canaries où sont stationnés quelques 35 000 soldats.

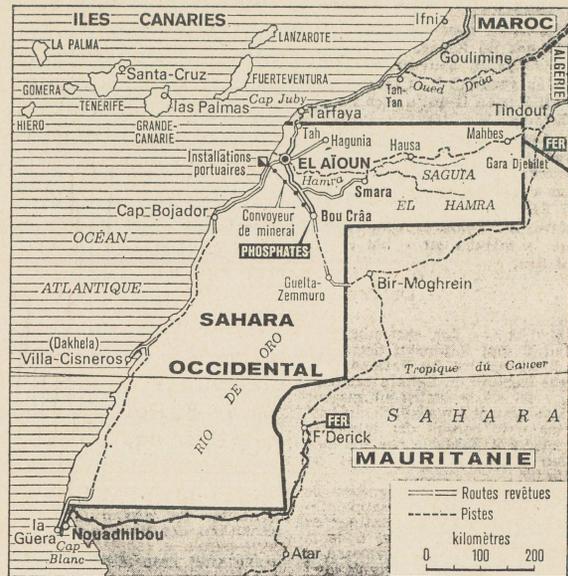
Mais ce sont plus des raisons économiques que militaires qui ont fait basculer à plusieurs reprises et à quelques jours d'intervalle la poli-

tique franquiste. Le voyage éclair du très franquiste ministre Solis au Maroc il y a quinze jours, a conduit à l'annonce d'un accord imminent avec ce pays, alors que la reconnaissance de fait du F. Polissario comme seul représentant véritable du peuple sahraoui depuis quelques semaines annonçait une évacuation rapide du territoire par l'administration et l'armée espagnoles et la constitution d'un Etat indépendant. Mais quelques jours plus tard à peine, le voyage de Juan Carlos, chef de l'Etat par intérim à El Aïoun, a renversé la vapeur et durci la position de l'Espagne vis-à-vis du Maroc, sous la pression énergique d'Alger, pression plus économique que militaire d'ailleurs.

En effet, d'un côté l'Espagne cherchait par un accord avec le Maroc à maintenir une participation importante dans l'exploitation des gisements de phosphates de Bu-Crâa, dont les accords préparatoires prévoyaient qu'elle puisse s'élever à 60%. Mais, d'autre part, et la résolution d'Alger semble avoir pesé sur le gouvernement espagnol, l'Algérie est de loin le premier partenaire commercial de l'Espagne en Afrique. Selon le ministère du Commerce espagnol, en 1974, sur les 36 590 millions de pesetas exportées vers l'Afrique, près de 10 000 millions correspondent aux achats de l'Algérie. De même, l'Espagne a importé d'Algérie pour plus de 20 000 millions de pesetas en pétrole presque exclusivement, sur un total de 70 680 millions d'importation en provenance du continent africain. Les accords économiques avec Alger sont plus importants que ceux passés avec les USA, et le Maroc arrive très loin derrière.

La détermination du gouvernement algérien s'explique aussi par des intérêts tant politiques qu'économiques. L'Algérie vise d'abord à élargir son influence politique par la constitution d'un Sahara indépendant sous l'égide du F. Polissario, à isoler le Maroc et la Mauritanie et à empêcher le renforcement de la présence politique et militaire de l'impérialisme US dans cette région. Mais l'Algérie est aussi à la recherche d'un accès à l'Atlantique qui lui permette une évacuation rapide pour les gisements de pétrole, et surtout de gaz naturel qu'elle possède dans la partie du Sahara que recouvre son territoire. La construction d'un gazoduc vers la Méditerranée est d'un coût exorbitant; et les négociations avec le Maroc pour faire passer le gazoduc sur son territoire, ce qui permettrait l'accès le plus rapide à l'Atlantique, ont tout de suite tourné court.

Le Maroc, quant à lui, joue une partie tout aussi importante, sinon plus. On ne peut encore évaluer les conséquences de la décision d'Hassan II de faire battre en retraite les 300 000 marocains de la "marche verte". Même si cette décision semble annoncer la possibilité d'un accord avec l'Espagne, elle



apparaît comme un échec politique pour Hassan II, une aventure qui tourne court.

En effet, la "marche verte" a été conçue et organisée non pas comme un simple moyen de pression sur le gouvernement espagnol mais comme une véritable invasion qui devait permettre l'annexion immédiate du territoire par le Maroc. Une part importante des 300 000 marcheurs avait été recrutée parmi des couches précises de la population active dont on voulait les voir s'installer en qualité de nouveaux colons. De même avaient été mobilisés les techniciens spécialistes de l'exploitation des phosphates au Maroc pour assurer la relève de l'administration espagnole à Bu-Crâa. En outre, l'aventure criminelle d'Hassan II visait des objectifs politiques précis sur le plan interne : juguler l'opposition au régime qui s'est engouffrée, PC marocain en tête, dans cette croisade, reconstituant une union nationale inespérée pour un régime aussi cancelant; affermir sa base populaire, enfin, offrir une "guerre" facile à l'armée marocaine qui reste très peu sûre pour le régime. Or, sur le plan interne, l'opération de Hassan II largement inspirée et appuyée par les USA soucieux d'exploiter les difficultés internes du régime franquiste, tourne au fiasco et pourrait bien faire basculer la couronne.

Ce recul est d'autant plus délicat que reste posé, outre la question du Sahara occidental sur laquelle les revendications marocaines sont absolument illégitimes (2), le problème des enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla qui elles, sont parties intégrantes du territoire marocain et devraient lui être rétrocédées sur le champ. Ainsi, seule la proclamation immédiate d'un accord hispano-marocain s'accordant sur l'annexion par le Maroc du Sahara occidental pourrait sauvegarder la position de Hassan. Mais pour qu'un tel accord devienne réalité, il faudrait que le Maroc enva-

hisse le territoire : il se heurtera alors à une résistance acharnée de la majorité de la population sahraouie encadrée par le F. Polisario et soutenue par l'Algérie qui possède l'armée la plus puissante parmi les pays concernés. L'Espagne, dans l'hypothèse d'un tel accord se dépêcherait d'évacuer au plus vite le territoire, peu pressée d'engager son armée dans un conflit difficile où ses intérêts ne seraient pas directement en jeu et dont les conséquences en son sein pourraient s'avérer très préoccupantes.

L'avenir du Sahara occidental repose essentiellement sur les épaules du F. Polisario. Cette organisation, dont il est difficile de cerner les contours politiques, bénéficie à l'évidence d'un appui de masse dans la population sahraouie, dont les structures sociales sont restées pré-capitalistes. Le faible prolétariat qui s'est formé dans les mines et le sous-prolétariat urbain, frappé par un chômage dramatique, pèsent d'un poids social trop faible aujourd'hui. La direction du F. Polisario est aux mains de la petite élite intellectuelle sahraouie qui s'est formée dans les universités espagnoles ou marocaines. Elle subit à l'évi-

dence les pressions de la direction algérienne à laquelle elle s'identifie très largement. Il semble plus que difficile dans ces conditions qu'elle puisse conduire la lutte de libération nationale du Sahara occidental jusqu'à une totale émancipation nationale et sociale du peuple sahraoui et à la constitution d'un Etat socialiste. Mais elle peut au moins s'engager résolument dans la voie de la proclamation rapide d'un Etat indépendant. Dans cette lutte, contre les menaces militaires du Maroc, contre la possibilité d'intervention de l'armée espagnole ou une intervention directe des USA, elle doit recevoir le soutien résolu des militants révolutionnaires et de nos camarades en Espagne même, en premier lieu. C'est ainsi que l'ont compris les militants de la LCR-ETA (VI) qui font leur service militaire au Sahara occidental et fraternisent avec le F. Polisario.

(1) Le Sahara occidental compte en tout et pour tout, 2 écoles secondaires et 350 chambres d'hôpital, réservées à 50% pour les colons espagnols.

(2) Le Maroc en appelle aux liens existant avant la colonisation entre les tribus sahraouies et le sultan du Maroc auquel elles faisaient acte d'allégeance, d'ailleurs très symbolique.

## PORTUGAL

A. UDRY

# LA CONSTRUCTION ...

Deux semaines de campagne de soutien au VI<sup>e</sup> gouvernement, organisées par le PS et le PPD, ont été réduites à leur juste dimension par quatre jours de lutte des travailleurs de la construction. Les espoirs qu'avait le gouvernement - ou qu'il feignait d'avoir - se sont rapidement envolés. Face aux dizaines de milliers d'ouvriers de la construction, Pinheiro avait perdu son air de fanfaron. Il est vrai que le peuple manifestant devant le palais de Sao Bento ressemblait fort peu au "peuple" qui l'acclamait le 25 octobre à Porto, le 4 novembre à Faro ou le 10 novembre à Lisbonne.

Décontenancé, en une exclamation, il résuma la politique anti-ouvrière du VI<sup>e</sup> gouvernement. "Vao a merda !" lança-t-il aux dizaines de milliers d'ouvriers scandant leurs revendications. Ces derniers, du tac au tac, lui renvoyèrent la balle ! La mobilisation des travailleurs d'un secteur-clé du capitalisme portugais a fait surgir la réalité des rapports de forces

entre les classes pour tous ceux qui parlaient déjà d'un reflux ou d'une inversion de tendance.

Suite à la victoire des travailleurs de la construction, la manifestation convoquée pour le dimanche 16 novembre par la coordination des Commissions de travailleurs de la ceinture industrielle de Lisbonne - contrôlée par le PCP - traduira certainement la montée du mouvement revendicatif qui s'est développé dès le début octobre. La bourgeoisie a d'ailleurs fort bien compris la situation, même si elle ne manque pas de lancer une campagne alarmiste sur un "coup d'Etat" préparé par le PCP.

Ainsi, le CDS, dans un communiqué daté du 15 novembre, déclare : "Le VI<sup>e</sup> gouvernement et les forces qui l'appuient ne parviennent pas à mener à bien leurs projets. Il ne possède aucune autorité pour se faire respecter et obéir, ni ce qui permettrait de rétablir les conditions minimum d'ordre,

de discipline et d'autorité sans lesquelles les pouvoirs s'évanouissent, les Etats se dissolvent et les patries n'en finissent pas de mourir". Quant au PPD, il se "réfugie" à Porto, affirmant que "Lisbonne n'est plus sûre". S'il joue la carte de l'opposition nord-sud, ce qui peut encourager une offensive de la réaction dans le nord, il exprime néanmoins la crainte de la bourgeoisie face à la capacité de mobilisation montrée par les travailleurs de la construction.

Le PS tire à boulets roses sur la future manifestation du 16 novembre et s'écrie : "Il est évident qu'une telle mobilisation se donne pour but de préparer un blocage de la circulation en ville et de lancer un assaut contre les structures de base de l'appareil d'Etat". Il termine son communiqué en appelant à la "vigilance" et en lançant le mot d'ordre de "Tous dans la rue !" Les socialistes se gardent bien cependant d'organiser une contre-manifestation à Lisbonne, surtout une contre-manifestation reprenant le slogan traditionnel : "Le peuple est dans la rue !"

### L'A.M.I. : un premier échec

Au moment même où des secteurs importants de travailleurs engagent des luttes revendicatives débouchant quasi toutes sur une confrontation avec le gouvernement et le ministère du Travail, les luttes des soldats continuent. Voilà ce qui donne sa dimen-

informons l'opinion publique que la mission fut exécutée par des éléments étrangers à cette unité (DGAFAs) concrètement par des spécialistes de la PSP, bien que sous la présence de parachutistes appartenant à l'AMI.

Que cette action visait essentiellement à la destruction d'un instrument d'information au service de la classe exploitée et des travailleurs.

Nous exigeons la dissolution immédiate de l'AMI et nous répudions son action".

Dans d'autres unités de parachutistes des réactions se développèrent. Ainsi, l'assemblée plénière des sergents de la Base et Ecole de Parachutistes de Tancos, exige que : "Les compagnies de parachutistes qui se trouvent détachées à Lisbonne au service de l'AMI reviennent immédiatement dans la base de Tancos".

Le succès du gouvernement était complet ! Non seulement les soldats du DGAFAs expliquèrent longuement sur les ondes des radios et à la TV qu'ils n'avaient pas été informés de l'objectif de la mission, mais ils ne manquèrent pas d'établir une comparaison entre la façon dont les commandants de parachutistes tentèrent de les entraîner le 11 mars, pour attaquer le RALIS, et cette opération.

"La contestation" s'est donc installée dans les rangs des troupes sur lesquelles le gouvernement et le Conseil de la révolution comptaient s'appuyer. L'explication donnée

# ... DEFAIT LE GOUVERNEMENT !

sion à la crise politique actuelle. Ainsi, gouvernement et Conseil de la révolution confièrent aux troupes du DGAFAs (Dépôt général des forces aériennes) la tâche de détruire l'émetteur de Radio-rennaissance à Buraca. Pinheiro de Azevedo affirma à ce sujet que : "Le Conseil de la révolution a accompli son devoir de la façon qui lui paraissait la moins risquée et la force armée l'a exécuté avec une discipline consentie, comme il convenait".

Or, le lendemain de cette action, les soldats parachutistes du DGAFAs, réunis en assemblée plénière, condamnaient cette opération et votaient la motion suivante : "Nous répudions et condamnons la destruction de RR faite sur ordre émanant directement du Conseil de la révolution. Nous

par les soldats de leur refus de continuer à faire partie de l'AMI, comme la revendication de dissolution de l'AMI expriment un processus de radicalisation et de politisation peu usuel pour des troupes de cette nature. En réaction à l'attaque contre l'émetteur de RR, les soldats-parachutistes prennent donc position directement contre le VI<sup>e</sup> gouvernement. Un clivage très net s'introduit entre les soldats et sergents d'un côté et les officiers de l'autre. Ces derniers, à la quasi unanimité, soutiennent le premier Ministre et le CR. Ils trouvent un soutien dans le Parti socialiste. La défense des institutions bourgeoises possède une certaine logique. Ainsi, la Fédération du PS de la zone urbaine de Lisbonne, face à la volonté déclarée des parachutistes de ne pas servir de force de

frappe anti-ouvrière, apporte son soutien aux officiers, car : "détruire les troupes parachutistes revient à détruire une arme importante de notre révolution" ("Portugal socialista" 12.11.75).

Parallèlement, le mouvement de lutte pour les transports gratuits continue. Par centaines, des soldats prennent le train et refusent de payer.

Dans de nombreuses unités des déclarations contre l'AMI sont votées. Par exemple, les soldats du RIA (Régiment d'infanterie d'Abrantès) adoptent, en assemblée générale, une motion "condamnant l'AMI et dénonçant les manoeuvres réactionnaires du VI<sup>e</sup> gouvernement de la bourgeoisie qui, avec la formation d'une armée de mercenaires, crée la condition pour que le peuple portugais soit écrasé par une dictature sanguinaire, comme au Chili... Nos armes seront toujours aux côtés du peuple dans la lutte contre le fascisme et le capitalisme". (6.11.75) En outre, s'affirme une tendance des soldats à prendre directement en main le contrôle des dépôts d'armes. Dans le DGMG (Dépôt général de matériel de guerre) de Beirolas, une commission de lutte s'est formée ayant pour but de mettre en pratique le slogan : "Les armes doivent être contrôlées par les soldats qui sont aux côtés des masses ouvrières et des paysans". Une manifestation de soutien à cette lutte fut organisée par des soldats d'autres unités ainsi que par des CM et CT.

La hiérarchie compte maintenant sur les troupes spéciales de retour d'Angola pour renforcer qualitativement sa force d'intervention.

Le responsable direct de l'attaque contre RR, le général des Forces aériennes, Morais e Silva, a longuement expliqué l'importance de remettre à l'ordre du jour les manoeuvres militaires. Le but est clair, il faut structurer les troupes de retour d'Angola et éviter leur contamination : "Le retour des forces aériennes et des troupes des ex-colonies donne aux unités une sensation de manque de mission. Dans ces conditions... la création de ces détachements (de combat) est hautement dynamique et mobilisatrice pour la troupe". Face aux multiples mises en question de ces manoeuvres par des assemblées de soldats, le général s'exclame : "Il serait étrange que cela (les manoeuvres) ne puisse pas se faire, dans la mesure où c'était la raison même d'existence des Forces armées que de défendre le peuple portugais et non pas de servir à la multiplication d'assemblées générales de soldats". Les soldats comprennent différemment la tâche de défense du peuple portugais.

Certes, à l'échelle nationale, le niveau de radicalisation n'est pas homogène et les mesures de démobilisation d'une partie importante des soldats de l'armée de terre vont avoir des effets.

Mais il est certain que, pour l'instant, la bourgeoisie ne dispose pas de forces suffisantes pour porter des coups tant soit peu importants au mouvement de masse, du moins sans risquer une crise très grave pour elle. La réapparition des actions terroristes, soigneusement calculées et techniquement bien préparées, est l'indice de la perte de confiance des secteurs réactionnaires dans le VI<sup>e</sup> gouvernement. En effet, comme par miracle, dès l'intronisation de Pinheiro, les attentats avaient pris fin. Aujourd'hui, ils se multiplient.

Il est difficile pour le gouvernement d'employer la PSP et la GNR. Ces troupes portent trop la marque du passé et rendent politiquement hasardeuse leur utilisation. En plus, elles commencent à être atteintes par la démoralisation, du moins celles stationnées à Lisbonne. L'impuissance gouvernementale, ses reculades, l'attitude de la Police militaire, l'aspect massif des mobilisations (construction civile) doivent susciter des doutes chez ceux qui se considéraient invulnérables il y a moins de deux ans. Par exemple, plus d'un policier hésita à intervenir contre le piquet des travailleurs du ministère de la Communication sociale qui voulaient empêcher le secrétaire d'Etat à l'Information - un ancien collaborateur des services "scientifiques" de la PIDE - de pénétrer dans les bâtiments du ministère. Après quelques heures, la PM les remplaça et collabora avec les travailleurs du ministère.

Il apparaît donc qu'une des caractéristiques de la période actuelle, une crise extrêmement profonde de l'appareil d'Etat, se trouve confirmée et renforcée, même si le gouvernement a voulu faire preuve d'"autorité" en faisant taire RR. Cette crise ne fait que refléter le niveau de la confrontation entre classes qui se développe actuellement au Portugal.

## Une défaite claire

La lutte des travailleurs de la construction civile couronne les mouvements revendicatifs des métallos, des ouvriers-boulangers, des transports routiers etc. Tous se sont heurtés au ministre du Travail, Tomas Rosa, et plus généralement au gouvernement. Les travailleurs de la construction ont fait reculer les ministres. Le gouvernement, dans son dernier "plan d'urgence pour rétablir les mécanismes économiques fondamentaux" opte évidemment pour une "politique d'austérité". Comme il le reconnaît lui-même : "La politique d'austérité n'est pas une politique populaire et pose, pour cette raison des problèmes politiques sérieux..." (A Capital, 10.11.75) A cinq heures du matin, le vendredi 14, alors que le gouvernement devait céder sur l'essentiel aux travailleurs de la construction, les ministres ont dû se rendre concrètement compte que ces mesures posaient des "problèmes politiques sérieux". D'autant plus que, selon le texte même du "plan d'urgence", la construction

était considérée comme le secteur décisif d'un redémarrage de l'économie en général (avec le secteur des exportations). Une relance capitaliste de la construction impliquait, entre autres, ne faire aucune concession sur les salaires, refuser de passer de 4.500 à 6.500 escudos !

L'austérité, les ministres dûrent l'appliquer eux, durant deux jours ! Les travailleurs de la construction avaient organisé le siège du Palais de Sao Bento. Toutes les rues étaient barrées. La capacité d'organisation de l'auto-défense était impressionnante. A tous les barrages un strict contrôle était établi. Face à cette démonstration de force, les habitants du quartier, quasi naturellement, montraient leur carte d'identité à chaque barrage. L'organisation de la circulation automobile était prise en main par des piquets de travailleurs. Durant deux nuits entières et deux jours des milliers de travailleurs assiégèrent le gouvernement. Ces milliers d'ouvriers, parmi lesquels un nombre important de travailleurs immigrés (du Cap Vert) totalement unis à leurs camarades portugais, ont acquis avec une rapidité extrême un sens de la riposte politique. Voilà un signe indiscutable d'une montée révolutionnaire. Par exemple, le vendredi 14, à deux heures du matin, la commission de négociation annonce que le premier Ministre est prêt à accepter les propositions faites, mais qu'il doit consulter pour cela le Conseil de la révolution qui se réunit au Palais de Belem.

La commission de négociation avait certainement accepté cette demande de Pinheiro de Azevedo. Pourtant, sur le champ, des milliers de travailleurs répondent : "Pinheiro ne sortira pas ! Le CR n'a qu'à venir ici ! "En deux jours ces milliers de travailleurs, qui faisaient pour la première fois une telle grève, avaient assimilé les éléments de base de la tactique politique. Ils avaient parfaitement compris où résidait leur force : la capacité de tenir physiquement un gouvernement incapable de faire le moindre mouvement non seulement vu le niveau de l'auto-défense, mais vu la crise même de l'appareil de répression, un gouvernement si bien contrôlé que lorsqu'un hélicoptère vint pour apporter de la nourriture (le jeudi soir), les travailleurs ont soustrait ces mets et enseigné pratiquement aux ministres le sens du terme austérité. De plus, le degré d'organisation de l'auto-défense constituait une assurance contre toute action aventuriste militaire de la part de certaines organisations ultra-gauches qui confondent trop facilement la prise du pouvoir avec la "prise du palais d'Hiver".

Il ne fait pas de doute que la victoire des travailleurs de la construction renforcera le sentiment de force de l'ensemble de la classe ouvrière. Elle fonctionnera aussi comme une référence pour les prochaines luttes. Lors d'une lutte revendicative, pour la première fois, les travailleurs ont pris des initiatives aussi larges d'édification de barricades en ville, de contrôle de la circulation, etc. Toutes ces expériences, qui sortent du terrain connu de l'usine, sont

essentielles pour une riposte efficace et une contre-offensive à toutes manoeuvres de la réaction. Un nouveau pas a été franchi par la classe ouvrière portugaise, entraînée cette fois par une fraction de la classe qui ne formait pas son avant-garde. Voilà aussi un autre signe d'une montée révolutionnaire.

Conjointement à ce "triomphe", dans de nombreux secteurs, surgissent des plate-formes revendicatives fort avancées (voir Inprecor N° 37). Trois aspects doivent être notés. Tout d'abord, l'importance de la solidarité avec les luttes les plus significatives. A chaque fois qu'un mouvement acquiert une certaine ampleur, ou devient un pôle de cristallisation, les motions de soutien des CT arrivent de tout le pays. Ensuite, un débat commence à surgir, au niveau de l'avant-garde ouvrière, sur le contrôle ouvrier. A la Soreframe, depuis septembre, la "Commission de contrôle de la production et de gestion" publie un bulletin intitulé "Contrôle ouvrier". Dans la grande entreprise SACOR (pétrole), un véritable programme de contrôle ouvrier, précédé d'un texte d'explication, fut voté en assemblée plénière. Dans le bulletin de la Soreframe on peut lire cette définition du contrôle ouvrier : "Le contrôle ouvrier est donc une phase transitoire. C'est une école dans laquelle les travailleurs apprennent les secrets de la gestion de leurs entreprises et dans laquelle se créent de nouvelles méthodes démocratiques de gestion, etc." Alors que les travailleurs de nombreuses entreprises et même de restaurants et de magasins donnent immédiatement à leur lutte la qualification de "contrôle ouvrier", la divulgation de tels textes par la presse - entre autres par Republica - joue évidemment un rôle important pour préciser les objectifs de leurs actions revendicatives.

Enfin, vu la conjonction entre le niveau des revendications (contrôle ouvrier, planification socialiste, reconversion) et la confrontation avec le gouvernement, le problème de la fonction des CT, de leur coordination, de leur centralisation se pose avec toujours plus d'actualité. Lors de l'assemblée plénière des CT de la "ceinture industrielle du grand Lisbonne", assemblée contrôlée et fortement manipulée par le PCP, le secrétariat ne put éviter que le débat porte sur cette question cruciale. Dans la perspective du PCP, il mettait l'accent sur le rôle des CT comme "organes de volonté populaire et de défense des conquêtes", c'est-à-dire des organes cohabitant avec les institutions d'un système démocratique parlementaire bourgeois. D'autres tendances, par contre, affirmaient que les CT : "Sont des instruments au travers desquels s'affirme le pouvoir des travailleurs, et sont des organes de pouvoir populaire embryons du futur Etat prolétarien." Une grande partie des débats stratégiques se résumaient dans ces deux définitions. La base objective pour assurer une centralisation des CT s'affirme donc toujours plus. Il n'en va pas de même pour les CM qui, d'une part, sont beaucoup plus sujettes aux divisions

vue de leur représentativité réelle, de leur fonctionnement régulier, etc. Mais ce mouvement vers la centralisation exige aussi bien une position très claire démocratie ouvrière, qu'une propagande et des initiatives concrètes, qui fassent surgir la centralisation comme une nécessité propre du mouvement revendicatif. La faiblesse politique de l'extrême-gauche, souvent marquée par un ultra-gauchisme effréné, constitue un des obstacles majeurs au déclenchement de ce processus de centralisation, qui serait possible malgré un relatif développement inégal de la mobilisation ouvrière entre le nord et le sud.

Durant la dernière période, le PCP a indiscutablement repris l'initiative et affirmé son autorité face à une extrême-gauche incapable de mettre à profit les rapports de force et les avantages acquis en août-septembre.

Le PCP a donc fait la preuve dans l'Alentejo comme à Lisbonne de sa capacité de mobilisation, par le biais de l'Inter-syndicale ou des organisations paysannes. Son objectif est clair. Le 29 octobre: "Octavio Pato, leader du PCP à l'Assemblée constituante déclarait: "La solution de la crise passe obligatoirement par le rapprochement et l'entente entre diverses tendances du MFA, par l'entente entre les partis de gauche, du PCP, du PS... La solution de la crise implique obligatoirement, l'existence d'un gouvernement qui possède la confiance des diverses tendances du MFA, des officiers, sergents, soldats et marins, des partis de gauche, des masses populaires, de la classe ouvrière. Seul un gouvernement qui est capable d'inspirer cette confiance a le

pouvoir de rétablir l'autorité, la discipline et le travail intense qu'il est essentiel de développer." (A Capital, 30.10.75). Le PCP ne veut pas renverser le gouvernement, il craint la crise qu'ouvrirait une chute du gouvernement se situant dans le prolongement d'une mobilisation ouvrière. Il ne désire qu'une refonte du gouvernement et du Conseil de la révolution, sur un axe PS-PC-MFA.

Pour cela, il se garde bien d'attaquer directement Pinheiro de Azevedo et met l'accent sur le PPD et divers ministres. En outre, face à la mobilisation des travailleurs de la construction, d'une part, il reste relativement en arrière (le syndicat organisait et contrôlait la mobilisation), d'autre part, il se distancie de certaines méthodes de lutte. Ainsi, le 13 novembre, il publie un communiqué affirmant: "Tout en appuyant la manifestation et l'encercllement de Sao Bento, le PCP est pourtant en désaccord avec la séquestration des députés de l'Assemblée constituante et du premier Ministre". L'ouverture vers le PS, le respect dû à Pinheiro ont leurs exigences!

Face aux mobilisations ouvrières, il n'est pas impossible qu'une fraction des Neuf (le groupe de Melo Antunès) opère un rapprochement avec les Gonçalvistes pour tenter de mettre devant le PS et devant le PC des propositions de gouvernement sur une base PS-PC-MFA. Le VI<sup>e</sup> gouvernement provisoire bis pourrait alors prendre place. Il resterait provisoire. Cette "solution" est difficile, les autres le sont plus.

15.11.75

## TCHECOSLOVAQUIE

# 7 ans après l'intervention

TIBOR SERETI

Coup sur coup, et à quelques mois d'intervalle les autorités tchécoslovaques auront eu la désagréable surprise de voir publier deux documents qu'elles auraient préféré voir passer sous silence. Ce fut d'abord en février, la publication des mémoires de Smrkovsky ancien membre du B. P. du P. C. T. sous Dubcek, qui jeta quelques lumières crues sur les semaines décisives qui précédèrent l'intervention soviétique d'août 68. C'est maintenant Dubcek lui-même dont l'opposition socialiste tchécoslovaque vient de rendre publique une lettre adressée en octobre 74 au Parlement tchécoslovaque, ce qui provoque de vigoureuses prises de positions de la part des bureaucraties.

"La principale raison pour laquelle j'écris cette lettre, commence Dubcek, vient de ce que la légalité et la démocratie socialiste ont été foulées aux pieds. En contradiction avec la Constitution et la morale communiste, les organes du Ministère de l'Intérieur n'ont cessé de restreindre ma liberté et celle de

ma famille (...). Le respect des opinions de la majorité est virtuellement aboli, l'emploi de moyens variés laissent le champ libre aux abus de pouvoir de l'armée, et surtout des organismes du ministère de l'Intérieur placés au-dessus du reste de la société grâce aux pouvoirs dont ils disposent". Après avoir affirmé que même les organes judiciaires sont manipulés par la police politique, Dubcek énumère en détail les méthodes, fonctionnaires et voitures utilisées contre lui dans la surveillance quotidienne dont il est l'objet, donnant de nombreux exemples du travail policier, décrivant, souvent avec humour quelques unes des filatures qu'il a remarquées. Dubcek parle ensuite des lettres qu'il a envoyées à différentes autorités, y compris au secrétaire général du Parti, G. Husak, sans recevoir en échange autre chose que des réponses dilatoires et aussi la plainte qu'il a fini par déposer contre la police auprès du Procureur général. Cette plainte, comme de bien entendu, n'aboutit pas. Elle ne fit qu'intensifier les mesures policières de toutes sortes. Les premières conclusions qu'en tire Dubcek concernent la démocratie à l'intérieur du Parti et de la société: "D'une part, certaines sections des services de sécurité usent et abusent de leurs pouvoirs pour mener les activités illégales dont j'ai parlé ci-dessus - il s'agit de la surveillance et de l'intimidation menées contre Dubcek -(NDLR)- et d'autre part des forces à l'intérieur de ces unités tentent de s'emparer du contrôle exclusif sur toute la vie publique et

politique (...). C'est pourquoi, non seulement, des réseaux de surveillance ont été tissés autour de moi, mais aussi des informateurs de toutes natures ont été placés à tous les niveaux de la société. Ceci gêne l'activité et le travail d'éducation politique du parti dont la principale fonction est remplacée par la coercition (...). Dans un parti privé des possibilités d'une discussion libre, incapable même d'exercer un contrôle régulier sur ses organismes les plus importants, il est inévitable que la corruption s'étende. Le double jeu devient général: les gens agissent différemment en public et en privé, dans les réunions et avec leurs amis. Au lieu de se conduire franchement dans le Parti, les syndicats, la jeunesse, les organisations de femmes (...) et dans la presse, l'indifférence gagne la population, trainant derrière elle une atmosphère de suspicion, de peur, d'hypocrisie et de délation policière. Dans une telle situation, il est impossible d'obtenir une majorité démocratique dans le parti". (...)

A l'inverse de cette méthode, Dubcek réaffirme la légitimité démocratique de la ligne d'après janvier 1968, et assure que même - et surtout - après l'invasion, sa politique était la seule réaliste pour sortir le pays de la crise où l'avait plongé l'invasion.

Dubcek décrit ensuite le processus par lequel lui et son équipe furent écartés du pouvoir en avril 69 et comment la nouvelle direction du parti finit par faire annuler la résolution de novembre 68 et remettre en cause toute la politique menée après janvier 68, date de son arrivée au pouvoir. Dubcek réaffirme alors les divergences entre sa politique et celle des dirigeants actuels et souligne qu'il s'agit de "deux lignes irréconciliables". Ensuite, il repousse les accusations diverses dont sa politique a fait l'objet : retour au capitalisme, abolition de l'économie planifiée et de la propriété agricole collective, abandon de la communauté des pays socialistes - et tout spécialement relâchement des liens avec l'URSS, affirmant à propos de ceux-ci : "Aujourd'hui, tout comme au moment où fut publié le Programme d'Action, je suis convaincu (...) que la République Socialiste Tchécoslovaque ne peut fonder sa politique sur son retrait de la communauté des pays socialistes ; au contraire, elle a un besoin vital de cette coopération, tout particulièrement avec l'Union soviétique. C'était et ce sera encore dans l'avenir la base de la politique étrangère tchécoslovaque".

Dubcek évoque ensuite la situation actuelle du pays, et tout particulièrement le système qui mesure les compétences professionnelles au degré de conformité idéologique définie par la direction du Parti. Il affirme qu'un tel système qui a conduit à la "démission forcée de grands nombres de compétences dans les secteurs de la vie industrielle et culturelle" cause un tort irréparable au pays. Il déclare que la direction actuelle du parti s'est avérée inca-

pable de résoudre les problèmes auxquels la société se trouve confrontée et il donne l'avertissement qu'il y a un risque d'évolution analogue à celle qui aboutit au soulèvement ouvrier en Pologne en 1970.

## Des réactions vives et maladroites...

La lettre de Dubcek a provoqué de violentes réactions, en Tchécoslovaquie comme à l'étranger. Mais le plus surprenant a été la somme de maladroites (du point de vue de ses intérêts, s'entend) dont Husak s'est rendu capable. Il est apparu à la télévision défait, l'écume à la bouche, menaçant Dubcek et ses semblables au pire d'une arrestation, au mieux d'un exil forcé vers la Suède. Dorénavant a conclu Husak, ceux qui mènent de telles campagnes et publient de telles lettres seront considérés comme des "traîtres déclarés, des ennemis avoués du peuple tchécoslovaque et de son système social". Allant plus loin, le journal SMENA dans son édition du 25 avril 75 indiquait que "toute tolérance a ses limites" et insistait lourdement sur le fait que de tous les responsables du "chaos des années 68-69" aucun, y compris Dubcek, n'avait été condamné à mort ni privé des possibilités de mener une vie "normale". Il ne fallait pas en déduire, poursuivait l'auteur de l'article, que lesdits responsables pouvaient profiter de cette mansuétude pour ramener le chaos. Même les procès de l'été 72 n'avaient donné lieu à un tel spectacle ni à un tel déferlement d'invectives. Ces injures ont eu au moins le mérite de révéler l'existence de la lettre à toute la population, ainsi que d'en certifier l'auteur. La prestation télévisée de Husak a été d'une grande aide pour l'opposition, lui épargnant plusieurs mois - sinon plus - de travail de propagande. Une autre conséquence des sorties de Husak réside dans le crédit qu'il a, malgré lui, donné à l'opposition : de telles attaques ne peuvent être dirigées que contre un ennemi important qui représente un réel danger ; en les proférant, Husak a fait l'aveu qu'après plusieurs années de normalisation et de consolidation, le pouvoir est si peu stable qu'une simple lettre suffit à le menacer.

Les réactions officielles ne s'arrêtèrent pas là. Une campagne de presse fut lancée contre Dubcek, mais aussi contre Smrkovsky et ses mémoires. Comme au bon vieux temps, elle s'accompagna d'une campagne dans les usines cherchant à faire voter par les ouvriers des résolutions indignées. Mais il semble bien, contrairement au bon vieux temps, que cette campagne n'eut pas le succès escompté. C'est ainsi qu'à l'usine ARITMA de Prague, les ouvriers, avant le vote, eurent l'insolence de demander à prendre connaissance du contenu de la lettre. Ce leur fut évidemment refusé, mais du même coup la résolution tomba aux oubliettes.

Les services de sécurité eurent, quant à eux,

moins de problèmes. Fin avril, ils lancèrent une série de perquisitions dans tous les milieux considérés comme oppositionnels, c'est-à-dire l'intelligentsia, les anciens collaborateurs de Dubcek et Smrkovsky, d'anciens membres de l'appareil du Parti démissionnés dans le cours de la normalisation, enfin d'anciens détenus politiques libérés après avoir purgé leur peine. Des auditions dans les locaux de la sécurité suivirent la confiscation de livres, documents et journaux divers. Et s'il ne semble pas que les arrestations opérées aient été maintenues plus de quelques heures, l'ampleur des opérations policières est pourtant confirmée par le journal SVOBODNE SLOVO qui indique que 522 suspects ont été entendus. De telles descentes de police opérées simultanément à Prague, Brno et Bratislava soulignent suffisamment la nervosité du pouvoir qui semble avoir voulu frapper un grand coup.

## ...Qui sont un aveu de faiblesse

Mais de quoi a-t-il donc peur? En tout cas on ne peut que constater que la lettre de Dubcek ne saurait inquiéter longuement les Soviétiques. Ces derniers sont même particulièrement ménagés puisque, de la constante référence à la résolution de novembre 68 à laquelle Brejnev avait personnellement donné son accord, jusqu'à la reconnaissance, une fois de plus explicite, des nécessaires relations privilégiées entre la Tchécoslovaquie et l'URSS, rien dans cette lettre ne saurait vraiment les heurter. Y compris, et surtout, sur le chapitre délicat de l'anti-soviétisme. Dubcek donne des gages puisque en soulignant la responsabilité de la direction Husak dont la "politique a approfondi les sentiments anti-soviétiques de la population", il en oublie celle des Soviétiques eux-mêmes dont les chars sont quand même pour quelque chose dans cet état d'esprit. Il s'agit évidemment d'un oubli délibéré qui vise à interdire à Husak le recours à la protection du "grand frère", de façon à ce que la polémique demeure sur le domaine intérieur, là précisément où Husak est le plus faible.

La direction Husak est en effet une direction à bout de souffle, n'ayant atteint aucun des objectifs pour lesquels elle avait été mise en place. C'est d'ailleurs la principale raison qui a poussé Dubcek hors du silence où il s'était maintenu depuis plusieurs années. Il sait qu'il possède un atout essentiel. La crédibilité; mieux que personne il peut disposer d'un capital de confiance dans la population, et aujourd'hui, en Tchécoslovaquie, c'est déjà beaucoup. Cette confiance, Dubcek se propose de la mettre au service du Parti afin de le réunifier, chose, souligne-t-il que Husak est incapable de faire. Ce langage vise essentiellement la pléiade des cadres intermédiaires de l'appareil inquiets de leurs isolement de plus en plus grand. Mieux que tout discours idéologique, il est à même d'entraîner une importante fraction de l'appareil fortement commotionné par l'incertaine discus-

sion qui se déroule actuellement au sommet du Parti.

## La situation économique et politique

Cette discussion dont les enjeux sont autant politiques qu'économiques, condense tous les problèmes qu'a affrontés la Tchécoslovaquie depuis l'intervention. Depuis cette date, jamais les choix n'avaient été aussi difficiles. Ni les chars, ni les procès n'ont en effet apporté de réponse aux problèmes qu'ils étaient censés résoudre. Surtout ils se sont révélés incapables de faire tourner les machines. Car, une fois de plus, c'est à ce niveau que le bât blesse le plus douloureusement la direction Husak. Cette dernière, dans les premiers moments de son euphorie, a pensé pouvoir compter sans réserve sur l'aide économique des Soviétiques. Et de fait, deux ans après août 68, les vitrines tchécoslovaques étaient parmi les mieux approvisionnées de toute l'Europe de l'Est, impulsant une vague de consommation inconnue jusqu'alors dans le pays. On en oublia que cette consommation ne reposait pas sur un volume de production propre à la satisfaire. L'intervention armée avait en effet remis aux calendes les nécessaires réformes économiques qui pourtant constituaient le principal sujet de discussion des cercles dirigeants dans le cours des années 60. C'est cette discussion qui avait amené le remplacement de Novotny par Dubcek le 5 janvier 68 après une féroce lutte de fraction. Après août 68, les normalisateurs, qui connaissaient le caractère explosif de la discussion sur la réforme, s'empressèrent de suspendre toute mesure économique novatrice et décidèrent qu'il était urgent... d'attendre. C'est ainsi que les mêmes vieux problèmes se perpétuèrent: mauvaise qualité de la production, coûts de fabrication trop élevés, gaspillages... Sans oublier la corruption, parfois aux niveaux les plus élevés de l'appareil du Parti (1). Les particularités politiques du moment n'arrangèrent point cette situation. A la résistance larvée de la classe ouvrière qui répliqua à l'invasion par la baisse des cadences, l'absentéisme, voire parfois le sabotage, répondit le manque des compétences dans des branches entières de la production. Les normalisateurs avaient en effet limogé des milliers de cadres et de techniciens jugés trop favorables au régime Dubcek: tel savant atomiste se retrouvait balayer de rues, tel ingénieur en électronique s'est retrouvé manoeuvre ou magasinier, etc. Dans la grande vague des purges de la fin 69, 40% du personnel d'encadrement de l'appareil économique fut remercié et remplacé par des bureaucrates dont l'incompétence n'avait d'égale que la servilité à l'égard du nouveau régime. Le même mouvement affecta l'appareil syndical où la quasi-totalité des travailleurs élus par leurs camarades furent démissionnés. Il toucha enfin les larges couches de l'intelligentsia qui, empêchées de travailler furent

lyées à la production. C'est ainsi qu'à  
ague, le dernier pont construit sur la Mol-  
dau est, dans le langage populaire appelé  
"Pont de l'intelligentsia" tant est élevé le  
nombre des anciens écrivains, journalistes  
ou autres ayant participé à sa construction.

Aucun pays ne pourrait se permettre le luxe,  
en pleine période de changement technolo-  
gique, de renvoyer à la chaîne près de la  
moitié de ses techniciens formés à grands  
frais durant de longues années d'études. C'est  
pourtant ce que s'est permis la Tchécoslova-  
quie durant la normalisation. Il n'y a rien  
d'étonnant si dans ces conditions, le problème  
des compétences est un problème brûlant qui  
n'en finit pas de se poser. Lors du plenum du  
CC d'octobre 72, le problème de la réinté-  
gration des cadres limogés pour raisons poli-  
tiques s'était déjà posé, mais aucune solution  
n'avait été proposée. Deux ans plus tard, lors  
du plenum du CC de novembre 74, la question  
revint à l'ordre du jour, rendue encore plus  
sérieuse par les difficultés amoncelées. La  
discussion dut être rude puisque, contraire-  
ment aux habitudes, le discours de Husak ne  
fut même pas publié dans la presse, de même  
qu'aucune information digne d'intérêt ne fut  
livrée au public. Les fonctionnaires et mem-  
bres du Parti durent se contenter d'un petit  
texte interne et inodore; le public, lui, eu  
droit à quelques sévères critiques contre  
A. Dubcek. Mais il est hors de doute que cette  
session fut consacrée aux difficultés écono-  
miques, comme en témoigne, entre autres,  
une phrase du texte interne qui reconnaît la  
perte de 20 milliards de couronnes pour l'é-  
conomie tchécoslovaque à la suite de l'aug-  
mentation du prix du pétrole soviétique.

Le prix du pétrole et plus généralement celui  
de toutes les matières premières et énergétiques  
est sans conteste l'un des grands problèmes  
du moment. Les Soviétiques qui jouissent  
dans les pays de l'Europe de l'Est d'un quasi-  
monopole sur ces matières ont décidé de les  
augmenter. Ce faisant, ils ne semblent pas  
avoir tenu grand compte des plans de dévelop-  
pement des démocraties populaires qui, conçus  
au début des années 70, tablaient sur des prix  
stables. Une réunion des pays du Comecon  
réunie en décembre 74 a débouché sur une  
augmentation moyenne de 52% du prix du pé-  
trole et des matières premières; il semble  
de plus que les Soviétiques n'aient pas garanti  
une augmentation des livraisons (2), contraire-  
ment à ce que demandaient leurs clients in-  
quiets des plans et investissements en cours.  
Ces derniers devront donc se tourner vers  
d'autres exportateurs et payer au prix fort du  
marché capitaliste, cours supérieur à ceux  
pratiqués par les Soviétiques, même après  
augmentation de leurs prix.

Aux problèmes du pétrole s'ajoutent ceux posés  
par la crise capitaliste mondiale. Il n'est pas  
question d'affirmer qu'il s'agit pour la Tché-

coslovaquie d'une donnée décisive, mais elle  
n'est pas négligeable pour autant. De façon  
générale, le volume des échanges entre l'Est  
et l'Ouest n'a fait que croître au cours de la  
décennie écoulée, s'accélégrant même dans les  
dernières années. La Tchécoslovaquie qui n'a  
pas échappé au mouvement se voit aujourd'hui  
dans la situation où ses importations en pro-  
venance du monde capitaliste sont, par suite  
de l'inflation, beaucoup plus chères, alors que  
ses exportations, par suite de la crise capita-  
liste qui accentue la faible compétitivité de  
ses produits, sont beaucoup plus difficiles à  
écouler (3).

Enfin, et ce n'est pas noircir le tableau, des  
facteurs économiques internes ont leur poids  
de responsabilité dans la mauvaise situation  
économique du pays. Ce sont les problèmes  
économiques traditionnels des démocraties po-  
pulaires, directement dérivés des choix poli-  
tiques faits par la bureaucratie, de son para-  
sitisme social (4) et de son hégémonie poli-  
tique. Signalons, pour mémoire, la faible pro-  
ductivité du travail et des investissements nou-  
veaux qui entraînent des prix de gros élevés,  
l'anarchie des choix économiques qui trop sou-  
vent rend la production inadéquate par rapport  
aux besoins de la population, le volume de l'é-  
pargne qui refusant de s'échanger contre des  
produits de mauvaise qualité atteint des chiffres  
fantastiques. Les contrôles incessants et tâ-  
tillons viennent encore alourdir le poids d'un  
mécanisme qui, en Tchécoslovaquie, est tout  
particulièrement lourd.

## Quand on reparle de réforme économique

Dans une telle situation certains pensant qu'il  
faudra inévitablement augmenter les prix à la  
consommation de façon à éponger les charges  
nouvelles. Mais dans quelle mesure de telles  
augmentations (on parle de 15%) seront-elles  
tolérées par les consommateurs? A Prague,  
comme dans toutes les capitales de l'Europe  
de l'Est, les bureaucrates se souviennent  
fort bien des révoltes polonaises de la Balti-  
que à la suite d'une brutale augmentation des  
prix de détail. Ils ont senti passer de trop  
près le vent du boulet pour recommencer  
aisément une expérience similaire. Aussi  
paraît-il plus probable que les mesures fu-  
tures seront graduelles, moins immédiate-  
ment sensibles, et surtout orientées vers le  
long terme.

C'est dans ce cadre qu'on reparle de la ré-  
forme économique et des mesures prises par  
Dubcek du temps où il était au pouvoir. Quel-  
ques semaines après le CC de novembre 74,  
un membre du présidium du Parti slovaque  
fit paraître un article significatif consacré  
aux questions économiques. Certains passa-  
ges avaient une odeur de souffre, puisqu'on  
pouvait notamment lire: "Les efforts pour

établir de solides relations entre production et commerce sont fondés sur des considérations d'ordre rationnel. De tels efforts devraient être aujourd'hui notre principal souci. Les idées de ces pénibles années (il s'agit des années de la direction dubcekienne - NDLR) ne furent pas toutes réactionnaires ni inconciliables avec la société socialiste. Ce serait une grossière erreur que de le penser. Après tout, ce sont précisément les erreurs et les fautes, les insuffisances et les faiblesses qui, demeurées en l'état durant de longues années, servirent de base objective aux abus lorsque, la démagogie soulevant l'hystérie, on eut recours aux demi-vérités".

Si les mots ont un sens, il s'agit ni plus ni moins que d'une reconnaissance de la validité des thèses d'Ota Sik, c'est-à-dire de la politique économique de Dubcek. Et ce sont pas les concessions de circonstance ("démagogie", "hystérie", "demi-vérités") qui enlèvent son poids à l'aveu. Pour qui connaît les débats qui agitèrent et qui agitent encore les hautes sphères du Parti, il y a dans ce passage autant entre les lignes que dans les mots. Contrairement à toutes les déclarations officielles, l'auteur, non seulement reconnaît que la politique économique de Dubcek était juste (même si elle a conduit à des abus), mais de plus met discrètement en garde sur l'avenir, lorsqu'il sera impossible de réparer les futures "erreurs et fautes, insuffisances ou faiblesses". Pour ne pas en arriver là, l'auteur propose de mieux utiliser le marché comme régulateur économique, de donner plus de souplesse au système de planification, de laisser plus d'initiatives aux cadres économiques "intermédiaires" etc. Ota Sik exilé et régulièrement insulté par la presse de Prague y retrouverait sans peine ses petits !

Il faut mesurer le chemin parcouru ! Sept ans après l'intervention militaire, un membre important de la bureaucratie reconnaît que cette intervention n'a tellement rien réglé qu'on en est à reprendre les vieilles recettes. A croire qu'on ne serait que dans les années 60 lorsque le débat sur la réforme économique battait son plein. De ce point de vue, 1975 ressemble de plus en plus à 1967 ; à cette différence que si Novotny s'appelle maintenant Husak, le concurrent est toujours Dubcek. Un Dubcek avec une auréole de martyr pour ajouter à sa gloire à peine entamée.

C'est dans un tel contexte qu'il faut comprendre la lettre de Dubcek. Ce dernier l'a écrite par référence à des débats qu'il ne pouvait pas ne pas connaître. Vite, plus vite que Husak et que les Soviétiques, il en a compris la signification et les possibilités : plutôt que de faire faire la politique des réformateurs par de vieux stalinien sur le retour, mieux vaut pour avoir une minime chance de succès, la faire faire par les réformateurs eux-mêmes.

Certes, la direction tchécoslovaque n'est pas encore prête - loin s'en faut - à accepter une telle solution. Mais certains de ses cercles sont déjà prêts à envisager un rapprochement avec quelques personnalités déchues. Déjà, il y a quelques mois, des entretiens exploratoires ont eu lieu entre des émissaires de Husak et des représentants de l'opposition. Il s'agissait de fixer le prix d'une éventuelle collaboration. De tels contacts n'allèrent pas loin car ils butèrent que le préalable exigé par l'opposition : la libération immédiate de tous les prisonniers politiques.

Rien n'indique de toute façon que l'opposition dubcekiste était prête à collaborer. La lettre de Dubcek prouverait plutôt le contraire, tant elle insiste sur l'irrécouvrabilité des deux lignes politiques. Plus qu'une aide pour résoudre les difficultés actuelles, Dubcek se présente comme une alternative au régime de Husak. Il serait certes hasardeux de tenir une telle tentative pour gagnée d'avance, tant les menaces de procès ou d'expulsion ont été nombreuses. Mais face aux menaces, il y a une situation objective et pour Husak une marge de manoeuvre de plus en plus réduite. Si Dubcek devait être définitivement empêché de parler, il resterait le courant qu'il représente et le crédit attaché à son nom. Et surtout, il resterait un langage auquel les bureaucrates intermédiaires du Parti se sont montrés sensibles, tant est grande la peur de l'avenir et profond le doute sur les possibilités de l'équipe de Husak. Un tel doute au sein de l'appareil est, du point de vue des intérêts de Husak, loin d'être sain. Il peut brutalement déboucher sur les rivalités et les combats de cliques, faisant des majorités d'hier, les minorités de demain. De cela, l'histoire des démocraties populaires en apporte tous les jours la leçon.

Ce combat autour du Parti est le véritable enjeu de la lettre de Dubcek. C'est cet enjeu qui explique l'incroyable nervosité d'une équipe qui pressent ses troupes se dérober sous elle. Et le combat est loin d'être terminé. Après avoir débuté sur le terrain national, il ne manquera pas d'accéder à l'arène internationale. Un long texte tirant le bilan de six années de normalisation circule en ce moment en Tchécoslovaquie. Ecrit par Zdenek Mlynar, ancien secrétaire du CC et membre du BP du PCT sous Dubcek, limogé en septembre 69, puis expulsé du Parti, ce texte proposerait une série de mesures propres à effacer les traces de l'intervention en Tchécoslovaquie. Toutes ces mesures auraient comme préalable la mise à l'écart de l'actuelle équipe de direction. On murmure dans certains cercles que ce texte aurait été écrit pour être présenté à la réunion des PC européens, peut-être même sous l'égide et la responsabilité du PC italien.

Devant cette offensive, les réponses de Husak se sont distinguées par leur précipitation et

leur maladresse. Nous avons déjà signalé la campagne de presse et les descentes policières. Appartient également à ce contentieux le décret d'amnistie promulgué le 8 mai 75 à l'occasion du trentième anniversaire de la libération du pays. Les milieux concernés, confortés par des rumeurs issues des hautes sphères, s'attendaient à de larges mesures d'amnistie. Le changement de conjoncture politique a considérablement réduit le champ d'application du décret qui, désormais, ne vise plus que ceux qui n'ont commis que des "fautes bénignes". C'est-à-dire qu'il exclut tous ceux qui, de près ou de loin, ont été condamnés pour des faits en relation avec les événements de 1968. Cette mesure, dictée à l'évidence par les circonstances, rendra encore plus difficile - mais n'est-ce pas déjà impossible ? - tout rapprochement entre Husak et l'opposition.

De fait, la direction Husak n'a jamais été aussi isolée, ni surtout aussi impuissante. Le plus caractéristique de cette impuissance c'est qu'il lui faut sans cesse réaffirmer la légitimité de son pouvoir, et parallèlement, se couper de tous les groupes avec lesquels une collaboration serait envisageable. Cet affaiblissement de la direction Husak ressemble à un paradoxe au moment où ce dernier vient d'être "élu" président de la République. Et pourtant cette élection est un aveu supplémentaire d'isolement. Le remplacement de Svoboda, l'ancien président de la République, était en effet à l'ordre du jour depuis plus d'un an, date à laquelle son impotence totale devint quasi officielle. Les rumeurs les plus diverses ont couru sur le nom de son remplaçant, mais la réalité s'est finalement fixée sur Husak qui dorénavant cumulera cette charge avec celle de secrétaire générale du PCT. Si du point de vue de l'importance réelle du poste de président de la République ce choix en vaut un autre, il n'en va pas de même en ce qui concerne les symboles et les souvenirs. Tout citoyen tchécoslovaque garde en mémoire la situation de Novotny qui en 1968, en cumulant les deux charges, fut accusé d'avoir entre les mains des pouvoirs exorbitants et fut finalement écarté. Aujourd'hui Husak se trouve un peu dans la situation d'un Novotny qui, circonstance aggravante, serait slovaque. Ce dont une grande partie de la population tchèque tirera argument pour fortifier à la fois son chauvinisme et son opposition. Il est hautement significatif que malgré ces inconvénients on ait exigé que n'importe quelle autre personnalité, même la plus neutre et la moins compromise, serait encore un plus mauvais choix que celui de Husak. A croire qu'on n'avait pas le choix.

Un autre sujet d'inquiétude pour Husak est l'étrange réserve qu'on observe les Soviétiques dans toute cette affaire. Certes la "Pravda" a publié fin avril un compte-rendu du discours de Husak, puis Kirilenko, à l'occasion du trentième anniversaire de la victoire sur le nazisme, l'a décrit comme un "fils loyal du peuple travailleur, un patriote et un internationaliste, un membre important

du mouvement communiste international", mais l'appui n'est pas allé au-delà. Surtout aucune campagne de la presse moscovite n'est venue à la rescousse de celle de Prague. Le nom de Dubcek n'a même pas été prononcé. On ne peut, loin de là, en déduire un renversement des alliances inter-bureaucratiques, mais Husak se souvient certainement de l'abandon aussi subit qu'inattendu dont Novotny fut la victime le jour où les Soviétiques le jugèrent moins capable que Dubcek de dominer une situation incertaine. Et surtout, il se souvient de 1973, année où P. Chelest fut démis de ses fonctions du BP du PCUS. Comme il est d'usage en pareilles circonstances des rumeurs ne manqueraient pas de le charger de tous les péchés, notamment d'avoir intoxiqué le direction soviétique pour la conduire à intervenir en Tchécoslovaquie en 1968. Comme s'il fallait trouver un bouc émissaire responsable d'un triste malentendu... qu'on allait s'empresse de réparer. Après tout, ce n'aurait pas été la première fois que l'on assiste à de si surprenants renversements.

Husak, qui connaît cela mieux que personne, a tout lieu d'être inquiet. Sept années après l'intervention rien n'est réglé et tout semble recommencer. Jusqu'aux circonstances qui ont un air de déjà vécu. A l'automne de 1967 les étudiants de Prague manifestaient contre les coupures de courant dans les cités universitaires en criant: "De la lumière! De la lumière!". La police y vit une manifestation subversive qu'elle réprima sauvagement, ce qui enclencha le processus d'éviction de Novotny. Cette année, au premier jour du printemps, quelques étudiants parcoururent le campus avec une banderole proclamant: "Vive le printemps! Eh! l'herbe, tu te décides à pousser?" Tout un programme.

(1) "Le Monde" dans son édition du 12 juin 1975, a fait état de lourdes condamnations (dix à treize ans de prison) prononcées à l'encontre de trois hauts fonctionnaires du commerce extérieur tchécoslovaques: ils avaient empoché 1% de toutes les transactions avec l'étranger conclues par leurs services, soit 420.000 F. Selon d'autres sources une procédure disciplinaire serait engagée contre deux membres du Comité Central et un secrétaire de région du Parti communiste tchèque également pour corruption.

(2) La raison, fort simple, a été expliquée par l'hebdomadaire de Varsovie "Politika": "En 1974 l'URSS a obtenu des pays du Comecon, en livraison d'un peu plus de 50 millions de barrils, un milliard de roubles. La même année pour 70 millions de barrils vendus à l'ouest, elle a reçu plus de 4 milliards de roubles.

(3) Cf. à ce sujet les chiffres donnés par "Die Wochenbericht" 23 janvier 1975.

(4) Petit symbole: les magasins spéciaux pour bureaucrates, qui dans leur majorité avaient disparu des pays de l'Est durant les années 60, sont de nouveau - discrètement - ouverts à Prague. Est-ce un signe de la crise ?

# polarisation de classe croissante en Thaïlande

PAUL PETITJEAN

Les élections législatives de janvier 1975 n'avaient pu résoudre la crise chronique du régime thaïlandais issu de la chute brutale de la dictature militaire en octobre 1973. Elles avaient au contraire reflété l'instabilité profonde - politique et sociale - du pays (voir "Inprecor" n° 21 du 13 mars 75). Au premier gouvernement de la législature, le gouvernement minoritaire de Seni Pramoj, a succédé une coalition de partis, plus durable, dirigée par le frère du précédent premier ministre, Kukrit Pramoj. Mais, par delà le jeu parlementaire, une graduelle recomposition du mouvement de masse d'une part, et des forces de droite d'autre part, s'opère qui prend la forme d'une polarisation de classe croissante. Le phénomène est nouveau en Thaïlande et confirme la nature de la période ouverte par la "révolution" d'octobre 1973, celle de l'éveil des luttes de classes.

## La crise agraire

Cette polarisation en cours a pris un aspect particulièrement aigu dans les campagnes du nord où les grands propriétaires fonciers ont organisé l'assassinat systématique des cadres de la Fédération des fermiers de Thaïlande (F. F. T. : Farmers Federation of Thaïlande). Si elle n'est officiellement fondée que le 27 novembre 1974, cette formation plonge néanmoins des racines dans des mouvements paysans d'avant la chute de la dictature militaire. De nombreux fermiers, en provenance de diverses provinces, s'étaient en effet rencontrés alors à Bangkok, répondant à une invitation démagogique lancée par l'un des "hommes forts" du triumvirat militaire qui dirigeait le pays, le colonel Narong Kittikachorn.

Le premier chef de gouvernement nommé fin 1973 - Sanya Dharmasakti - était conscient du potentiel explosif contenu dans les campagnes.

La crise agraire est en effet structurelle, comme celle de toute l'économie. L'agriculture thaïlandaise était largement extensive. Pour Brian Phelan, 90% de la croissance de production agricole qu'a connue le pays après la seconde guerre mondiale était due à l'extension du domaine cultivé, au défrichement et à la plantation de nouvelles terres. Mais "Aujourd'hui, la limite des terres a été atteinte dans beaucoup de régions du pays, avec un accroissement du manque de terre, de la location et de l'agitation paysanne en conséquence. (En gros, le manque de terres est plus aigu dans les vallées du nord, la location dans la plaine centrale et l'endettement dans le nord-est aride, tandis que dans le sud il y a des établissements extensifs illégaux qui ont engendré un usage de la terre que l'on peut qualifier de "écologiquement catastrophique" (1). La "révolution verte" en Thaïlande signifierait le passage à une agriculture intensive, ce qui implique une restructuration complète de l'économie rurale alors que se font face une classe de propriétaires fonciers, organiquement liée à l'appareil d'Etat et jalouse de ses privilèges et une masse de paysans sans terre qui forment aujourd'hui 60 à 65% de la population rurale.

Sanya avait fait adopter trois lois durant l'année 1974 : les "Loi de réforme agraire", "décret sur les loyers fermiers" et "décret sur le fonds d'aide aux fermiers". Il s'agissait officiellement d'assurer une importante distribution de terres aux nécessiteux, de faire chuter le taux de la rente fermière, d'assurer un prix minimal pour les céréales, de fournir une aide financière à la modernisation et à l'achat de fertilisants... Après avoir demandé l'adoption d'une législation agraire - et malgré la modération de celle qui avait été votée - les mouvements de paysans cherchèrent à faire pression sur le gouvernement pour ob-

tenir l'application de la loi. Malgré certains gestes spectaculaires (le roi donna au fonds de réforme certaines de ses terres personnelles et des terres de la couronne) elle était en effet restée lettre morte dans les provinces.

Des délégations de fermiers se succédèrent alors à Bangkok pour culminer le premier mai 1975. Plus de 20 000 paysans se rassemblèrent alors, opérant leur jonction avec les mouvements ouvriers et étudiants. Six manifestations simultanées se déroulèrent dans les villes de Chiang-Mai Lampang et Pittsanulok (au nord), Udorn et Surin (au nord-est) et à Bangkok. Pendant une semaine, la F. F. T. fit le siège des ministères. Peine perdue, finalement Kukrit Pramoj claqua la porte et rompit les discussions. Les fermiers allaient devoir continuer à donner 50% et plus de la récolte au propriétaire foncier.

Cette rupture des négociations aura marqué un important tournant dans l'histoire des luttes paysannes. A sa fondation, la F. F. T. avait proclamé son caractère a-politique. Ses membres rentrent maintenant dans leur village pour en faire un mouvement militant, de lutte de masse. Depuis, la F. F. T. s'est engagée auprès des partis de gauche, comme le Parti socialiste de Thaïlande lors des élections partielles de Chiang Mai. Une première épreuve de force succédera immédiatement à la rupture des discussions de Bangkok par Kukrit Pramoj. En quatre mois, ce sont 21 dirigeants de la F. F. T. qui sont un par un abattus par des tueurs professionnels.

La moitié de ces meurtres a eu lieu dans le nord, où notamment le président de la région de la F. F. T., Intha Sriboonruang est assassiné le 30 juillet. La crise agraire est là particulièrement aiguë. La fragmentation des terres est rapide pour le petit paysan. En 1961, il possédait en moyenne 16,1 rai (pour une moyenne nationale de 21,7 rai). En 1972-1973, ce taux est tombé à 8,8 rai (2). Dans une interview donnée peu avant sa mort, Intha illustrait bien le processus de radicalisation en cours dans le mouvement paysan. Il déclarait en effet le 19 juillet "Si nous sommes unis et qu'un grand nombre de fermiers participent à la lutte pour la cause, nous serons capables d'arriver à quelque chose. A partir de maintenant, nous ne lutterons que pour la réforme agraire, pour que les fermiers puissent avoir leur propre terre à travailler. Le système actuel de réforme agraire ne peut fonctionner parce que ceux qui dirigent ce plan sont tous des gens riches choisis par les fonctionnaires aux-mêmes.

"Croyez-moi, aussi longtemps que le gouvernement capitaliste sera au gouvernement, nous ne verrons jamais d'amélioration dans nos conditions de vie. Aussi longtemps que le pouvoir d'Etat n'est pas dans nos mains, nous continuerons à vivre de cette façon... J'aurai à combattre. Je n'ai pas peur de la mort. Si nous ne combattons pas, nous mourrons de toute façon..." (3)

Cette épreuve de force entre les intérêts foncier et le mouvement des fermiers réclamait une réponse nationale, unifiant luttes paysannes, ouvrières et étudiantes. Cette réponse nationale fut néanmoins limitée par les faiblesses internes du mouvement de masse et des formations révolutionnaires thaïlandaises.

## La division du mouvement ouvrier

L' "octobre" thaïlandais de 1973, initié par le mouvement étudiant avait été préparé par le développement d'une première série de luttes ouvrières. Mais c'est surtout au lendemain du renversement de la dictature qu'une véritable vague de grèves spontanées avait éclaté (voir "Inprecor" n° 21). Les succès avaient alors été souvent rapides. Cela n'allait pas durer. Le poids social de la classe ouvrière est encore faible. La population active ne comprend que 18 millions d'habitants sur 41 - dont quatorze millions sont des travailleurs ruraux. Sur les 4 millions restants, la moitié seulement relève d'entreprises industrielles, dont "la plus grande part est largement dispersée dans des moulins à riz" (4). Le prolétariat thaïlandais ne pouvait compenser cette faiblesse sociale relative que par sa capacité politique d'intervention autonome. Or, il ne se dégage que très progressivement des traditions de rapports sociaux-culturels pré-capitalistes et du poids de l'atomisation organisationnelle qu'il a connu sous la dictature. La classe ouvrière thaïlandaise s'est, d'ailleurs, largement formée à partir d'une population immigrée chinoise, politiquement opprimée et au statut instable, étrangère à la paysannerie thaï.

Dans ces conditions, le mouvement ouvrier d'après octobre 1973, en même temps qu'il connaissait une importante croissance spontanée, se clivait en trois grands courants. Le premier groupe rassemble essentiellement des unions du secteur d'Etat où dominant une pratique de collaboration avec le département du Travail gouvernemental. Si sa base militante est faible, il reçoit une importante aide financière. Le deuxième courant provient de la formation de groupes ouvriers en 1968, et de la mise sur pied du cours d'éducation ouvrière à l'université de Chulalongkorn en 1972. Ces membres, tel Sanan Wongsuthee sont devenus bien souvent des "professionnels de la négociation" appointés dans les organismes officiels sur les relations du travail, liés internationalement au mouvement syndical américain et à des associations catholiques. Ce groupe rassemble notamment des unions fondées dans des entreprises étrangères, tout particulièrement dans le textile. Le troisième groupement, le "Centre de coordination du travail" (Labour coordination center) pourrait être défini comme un courant de "lutte de classe". Il est le produit de la rencontre entre la radicalisation militante ouvrière et la politisation d'une avant-garde étudiante.

Cette coordination regroupait en juillet environ 17 unions, alors que l'ensemble des trois groupes

en comprenait environ 65. Elle dispute au deuxième groupe l'influence sur les syndicats du textile. Si le courant représenté par Sanan Wongsuthee est en effet dominant dans l'importante zone industrielle de Samut Prakarn (Samant Pimpa dirige le Samut Prakarn textile workers' union - syndicat des travailleurs du textile), il n'en est pas de même dans les zones industrielles de Korat, Nakon Pattorn et Samut Sakorn (Prasit Chaiyo est dirigeant du Samut Sakorn textile workers' union). La rencontre entre ce courant ouvrier de lutte de classe et l'aile radicale du mouvement étudiant ne se réduit pas à une unité d'action et à une collaboration de fait. Si des membres de la nouvelle génération de jeunes dirigeants ouvriers animent effectivement ce "centre de coordination" - tels Terdpoom Jaidee (hôtels) et Prasit Chaiyo (textiles) - on trouve aussi au secrétariat Se-ksan Praesertkul, ancien dirigeant du FIST (5).

Cette division du mouvement ouvrier, longtemps latente, s'est clairement manifestée lors des manifestations du 1er mai 1975. Les deux premiers courants de collaboration de classes se sont en effet refusés à appeler au lieu traditionnel de rassemblement, devant l'université Tham-massat de Bangkok, réputée pour son radicalisme. C'était pourtant sur la place de Sanam Luang qu'avaient généralement lieu les principales manifestations sociales. Deux manifestations populaires du 1er mai furent donc organisées. L'une à Lumpini Park appelée par les 65 unions (c'est-à-dire toutes), le troisième courant de lutte de classe n'ayant pas voulu briser l'unité qui dura une journée. Elle regroupa 200 000 participants. L'autre, appelée par le seul "Centre de coordination des travailleurs de Thaïlande" devant l'université Tham-massat. Plus réduit (20 000 participants) ce rassemblement était aussi plus militant, même si les mots d'ordre des deux étaient en fait très proches - élaborés partiellement par les mêmes dirigeants.

Dans la foulée du 1er mai, deux grèves dures éclatèrent, l'une au Dusit Thani Hôtel, l'autre à la Standard Garment Textile Company (tailwanaise). Les employeurs ayant depuis longtemps mis sur pied une organisation de fait de la solidarité patronale, décidèrent d'en faire des épreuves de force. Les négociations furent bloquées. La police attaqua les ouvrières en grève de la Standard Garment Company pour faire entrer les jaunes. L'une d'entre elles sera grièvement blessée. Des commandos de "Buffles rouges" (Red Gaurs) harassèrent les employés du Dusit Thani Hotel, nuit après nuit, à coup de bombes au plastique, devant la police impassible. Divisé, le mouvement ouvrier de Bangkok et de sa région ne saura répondre par une solidarité suffisamment active. La grève du Dusit Thani Hotel notamment se terminera par un échec éprouvant.

Cette crise du mouvement ouvrier - qui n'interdit cependant pas l'éclatement continu de nombreuses grèves - était grave. De mai à août

une véritable offensive de l'extrême-droite s'est en effet développée.

## Une offensive d'extrême-droite

Durant les 2° et 3° trimestres de 1975, l'offensive de la réaction, un temps désorganisée par l'irruption du mouvement de masse, ne se limitera pas aux assassinats en série de dirigeants de la F.F.T., à l'organisation de la division du mouvement ouvrier et au bris des grèves avancées. C'est l'extrême-droite militaire qui tente de reprendre l'initiative politique. Elle continue à tenir l'essentiel des postes clefs de l'appareil d'Etat et n'hésite pas à s'attaquer au gouvernement Kukrit - de l'extérieur comme de l'intérieur.

Il y a évidemment une part de jeu de compères dans les politiques différentes de Kukrit et de certains de ses ministres militaires. Le Premier ministre ne réprovoque visiblement pas la formation d'une force de répression parallèle, dont le gouvernement n'aurait pas à porter la responsabilité officielle pour ses actions. Et les prétentions "libérales" de Kukrit ne doivent pas tromper. Il suit en la matière une politique analogue à celle de Tun Abdul Razak en Malaisie (voir "Inprecor" n° 37 du 6.11.75). Il demande la levée de la loi anti-communiste, pour la remplacer par une loi anti-subversive encore plus rigoureuse (6). Mais il semble bien y avoir aussi division au sein des classes dominantes. "The Investor" publie dans son numéro d'août une série d'articles sur les luttes paysannes et ouvrières qui vise à mettre en garde les bailleurs de fonds des tueurs et le patronat contre les conséquences possibles de leurs choix. Assassiner les dirigeants paysans, c'est contribuer à radicaliser la F.F.T.. Rejeter en bloc le mouvement ouvrier, ne pas soutenir son aile modérée, c'est renoncer à isoler l'aile "lutte de classe", les "extrémistes" du Centre de coordination. "Le mouvement ouvrier, conclut "The Investor", en Thaïlande, pour le moment n'est en aucune façon alarmant... Il est inutile pour le patronat de prier pour un coup d'Etat militaire pour mettre fin au mouvement ouvrier thaïlandais, parce que les conséquences en seraient bien pires". Kukrit et le général Kris Sirara - qui vient de prendre sa retraite de commandant en chef de l'armée et s'appête probablement à faire son entrée dans la vie politique - semblent de cet avis.

Une partie au moins de la hiérarchie militaire joue cependant d'une "politique de tension". La tension monte régulièrement sur la frontière thaï-Lao depuis le mois de mai. Une grève prolongée et de violentes manifestations de gardes thaïlandais des bases US, menacés de licenciements, ont pris un ton nettement anti-gouvernemental. Bien que de façon plus limitée que dans les campagnes, la politique d'assassinat individuel des dirigeants de masse est apparue à Bangkok. Deux cadres étudiants ont

été ainsi tués et le 3 juin 1975, Terdpoom Jai-dee (dirigeant de l'union des travailleurs de l'hôtellerie - Hotel and Hostel workers'union) recevait une balle dans la main.

Peut-être plus grave encore, des organisations d'extrême-droite - sinon fascistes - cherchent à gagner une base de masse chez les lycéens techniques ou dans la petite-bourgeoisie. Elles sont nombreuses, mais les deux plus connues sont le Navapol et les "Buffles rouges". Le développement du mouvement des "Buffles rouges" est peut-être le succès le plus significatif des militaires. Les lycéens techniques (vocational students) étaient en effet pleinement partie prenante des manifestations d'octobre 1973. Les services de la police et de l'armée ont su cependant jouer habilement des antagonismes de ceux du technique avec les étudiants. Ils y ont gagné une base de masse par de multiples opérations contre les luttes urbaines : attaques systématiques des manifestations étudiantes à coup de bombes plastiques, attaques anti-grèves, menaces diverses etc.

Or, ces mouvements sont ouvertement dirigés par les militaires. C'est le général Wallop qui fonda en octobre 1974 l'organisation Navapol - il avait participé à des stages d'entraînement à la "guerre psychologique" aux USA. Et c'est un officier de l'ISOC (Commandement opérationnel pour la sécurité intérieure) - le colonel Sudsai Hasdin, dirigeant de la division "tribus montagnardes" de l'ISOC - qui donne une interview à Norman Peagan au nom des Buffles rouges. Il s'explique sans détour sur ses objectifs : "Nous devons séparer la tête des bras. Le premier plan des Buffles rouges était de couper, de séparer les étudiants techniques des étudiants de l'université... nous essayons d'aider la police. Le gouvernement et la police ont peur d'agir, à cause de la presse. C'est la seconde chose importante - nous avons l'intention d'avertir les journaux d'informer correctement, ou nous feront quelque chose contre eux. Les mauvais journalistes doivent être balaies. Nous n'avons pas peur des journaux". (7)

La brochette des généraux qui participent de cette politique de tension ne saurait laisser indifférent. On y trouve en effet les généraux Wallop Rajanawisut et Chamnian Phongpaitod (respectivement ex et actuel chef des services secrets militaires - Thai military intelligence), Saiyud Kerdphol (chef de l'ISOC), Vitoon Yasawat (ancien chef des mercenaires thaïlandais au Laos, membre du quartier général), Prachvab Sundarangkool (quartier général, ex-chef du département de la police), Sant Chitpatima (commandant de la 4<sup>e</sup> armée dans le sud thaïlandais), Suraphol Chulapram (chef des polices des frontières - Border patrol police). Ils seraient liés au commandement anti-communiste clandestin - dit 333 command - basé à Udorn avec le général Paitoon Inkatanuwat et à la C. I. A.. Ces éléments d'extrême-droite auraient leur répondant au sein du gouvernement Kukrit, notamment en la personne du général

Pramarn Adireksarn, le ministre de la Défense (8).

Selon Norman Peagan, ce ministre de la Défense du gouvernement Kukrit Pramroj pourrait bien être derrière la mise à sac de la maison du premier ministre lors d'une manifestation anti-gouvernementale organisée... par 1000 à 3000 policiers de la ville de Bangkok! C'était le 19 août, Kukrit venait d'ordonner la libération de huit paysans et d'un étudiant. Les policiers réclamaient une politique plus "dure" à l'encontre des mouvements sociaux - et derrière eux, une partie de la hiérarchie militaire et de l'appareil gouvernemental. Le lendemain, les "Buffles rouges" s'attaquaient - à l'arme à feu et à la bombe artisanale - au campus de l'université Thammasat, en occupant brièvement une partie des locaux. La Thaïlande semblait alors au bord du coup d'Etat militaire.

## Une recomposition inachevée

Il est cependant peut probable qu'un coup ait été réellement planifié. Il ne correspondait en effet pas aux actuels intérêts de l'impérialisme américain, dans la région. Mouvements de masses et formations révolutionnaires d'un côté, forces militaires et para-militaires de l'autre, restent en effet trop faibles ou trop divisées pour imposer un changement brutal d'équilibre.

Le Parti communiste thaïlandais voit son activité croître indéniablement. La victoire de la révolution indochinoise a renforcé la position de ses bases de guérillas dans le nord et le nord-est. Le niveau des opérations militaires était déjà élevé durant l'année 1974 : 526 gouvernementaux ont été officiellement tués lors des combats. Et les heurts se sont plutôt multipliés durant la saison des pluies 1975, au lieu de tendre à décroître. Plus important, l'influence du P. C. T. semble continuer à croître, en dehors des zones de minorités ethniques où il est le plus implanté, dans la paysannerie thaï ou les milieux radicaux urbains. Mais il n'est à même ni organisationnellement, ni politiquement de donner une direction centralisée aux divers mouvements de luttes en cours. Son rôle direct dans les mobilisations de ces derniers mois dans la capitale thaïlandaise reste probablement faible. Et il apparaît que le P. C. T. est aujourd'hui traversé par un débat stratégique quant à l'orientation à adopter - à l'image de celui qui a divisé le parti communiste malais. Il concentre son effort de propagande contre le gouvernement Kukrit qui "poursuit la même ligne politique que les gouvernements traîtres antérieurs. Il vend notre indépendance et notre souveraineté nationale en échange d'armes pour opprimer les peuples et protéger le trône" (9) et contre la présence de l'impérialisme US. Mais il dénonce aussi l'action du "social-impérialisme" soviétique en Thaïlande (10), ce qui fait clivage,

dans sa zone d'influence urbaine au moins qui, pour une part souhaiterait une orientation plus proche de celle du PC vietnamien en la matière, un équilibre plus prudent entre l'URSS et la Chine.

En l'absence d'un PC implanté nationalement de façon équilibrée, c'est au mouvement étudiant - et avant tout aux groupes radicaux qui sont nés de son développement postérieur à l'octobre 1973 - que revenait encore une fois la responsabilité de la centralisation des luttes. Il atteint cependant la limite de ses capacités. Le mouvement étudiant a enregistré des succès au début de cette année dans la dénonciation de concessions illégales faites par les militaires à la TEMCO dans le sud de la Thaïlande et dans la mise à jour de provocations de l'extrême-droite. Mais la division introduite par les services militaires et policiers entre lui et la majorité des lycéens techniques, les affrontements constants qui en découlent ont peu à peu lassé l'opinion publique et isolé partiellement le mouvement. La mobilisation contre les assassinats de dirigeants paysans a mis en lumière sa faiblesse relative.

Le gouvernement Kukrit a en effet commencé par répondre par une fin de non-recevoir aux exigences de la Fédération des fermiers de Thaïlande. Aucun tueur n'aura été arrêté. Qui plus est, le premier ministre laissera incarcérer le 4 août... 8 paysans et 1 étudiant pour des faits remontant à trois mois (l'incendie d'une forêt de teck, enjeu d'un conflit entre le gouvernement et les paysans; et l'occupation d'une mine près d'un village). Le Front uni anti-dictature, le NSCT (National student centre of Thaïlande - centre national des étudiants de Thaïlande), la F. F. T. et le Centre de coordination des travailleurs de Thaïlande tentèrent de répondre à cette provocation par une mobilisation massive. Pendant une semaine, le campus de l'université Thammasat fut occupé. Mais si les manifestants étaient au début environ 20 000, leur nombre décroit rapidement. Et la libération finalement décidée par Kukrit des 9 militants incarcérés aura plus tenu à sa volonté d'amoindrir la pression exercée par le mouvement de masse sur sa gauche au moment où il devait faire face à une forte poussée sur son extrême-droite qu'à une victoire directe de la mobilisation contre le gouvernement. Le mouvement a en effet dû tourner l'essentiel de ses attaques contre la réaction militaire sans pouvoir pour autant manifester en masse au lendemain du sac de la maison de Kukrit Pramoj et de l'attaque contre l'université Thammasat. Le mouvement étudiant reste fractionné entre de très nombreuses organisations et individualités, traversé de courant réformistes libéraux et révolutionnaires et dominé par une forte tradition populiste. Plus grave, sa capacité d'action est à moitié paralysée par les attaques constantes de l'extrême-droite. Il ne peut, en effet, s'armer ouvertement face à elle sans risquer l'isolement politique et là

Dans ces conditions, bien qu'incapable de résoudre les problèmes auxquels il est confronté, le gouvernement Kukrit garde le contrôle de la situation - à moins d'accident. La perspective d'un coup d'Etat militaire peut trouver écho au sein d'une petite-bourgeoisie urbaine lassée du "désordre".

Mais l'armée reste divisée en plusieurs fractions, les deux principaux partis gouvernementaux - le Social Justice et le Chat Thai - semblent essentiellement préoccupés de se disputer les postes dans l'appareil d'Etat et les Américains, toujours tout puissants ne sont probablement pas prêts à unifier la droite militaire dans une même perspective de coup. Les intérêts des cliques militaires étatiques continuant de primer sur un projet d'ensemble. Les "choix américains" seraient en effet décisifs pour l'avenir de la politique des classes dominantes en Thaïlande. Le retrait des troupes US est limité aux seules troupes combattantes. Le réseau d'écoute et d'espionnage électronique régional reste en place, ainsi que les dizaines de milliers de "conseillers" du JUSMAG et du MAGTHAI. Washington reste l'"éminence grise" d'organismes tels la police des frontières ou l'ISOC (11). L'importance stratégique de la Thaïlande exclut tout désengagement volontaire réel de l'impérialisme US.

Mais si le gouvernement Kukrit garde un contrôle général sur la situation, et si le mouvement de masse et les forces d'extrême-gauche sont encore incapables de répondre nationalement à la crise du régime, il reste que les classes dominantes ont peu de chances de pouvoir stabiliser durablement la situation. Alors même que la Thaïlande connaissait une conjoncture économique éminemment favorable - et avant que le front révolutionnaire indochinois n'emporte la victoire ultime contre les USA - la crise sociale a continué à s'approfondir (voir "Inprecor" n° 21). Aujourd'hui, cette haute conjoncture semble bien terminée: "Tandis que le fort prix des marchandises d'exportation thaï tendait à compenser, pour un moment, la hausse du prix du pétrole, le courant prolongé de récession a maintenant commencé à affecter la marche des exportations thaïlandaises" écrit le "Far eastern economic review" (12). Si la croissance du produit national brut (P. N. B.) en termes constants était de 8,7% en 1973, elle est tombée à 3,8% en 1974 et ne dépasserait pas, au mieux, 2 à 3% en 1975. La comparaison des exportations en valeur pour les six premiers mois de 1975 avec la même période pour 1974 fait apparaître une chute générale des principaux produits - hors le tapioca, le sucre et les vêtements. Une crise de confiance se manifeste chez les investisseurs après la victoire des révolutionnaires indochinois. La production industrielle n'a crû que de 4,3% en 1974 (9,4% en 1973), soit le chiffre le plus bas en 12 ans. Les réserves en devises de la Thaïlande restent cependant importantes (13).

Dans ces conditions, la crise sociale objective

ne peut que s'aggraver et ce à l'heure où une remontée régionale des luttes de classes se confirme. C'est une nouvelle accentuation de la polarisation de classe en cours en Thaïlande qui se dessine.

- (1) Brian Phelan, "Far eastern economic review" du 17 oct. p. 10
- (2) Chiffre donné par "The Investor" (mensuel thaïlandais) d'août 1975. Un rai vaut un peu plus de deux acres et demi.
- (3) Interview publiée dans "The voice of the nation" quotidien thaïlandais du 13 août 1975.
- (4) Chiffres et citations du "Investor" d'août 75, p. 24.
- (5) FIST : Fédération of independant student of Thaïlande, l'organisation étudiante probablement

la plus radicale, avec peut-être le People's for democracy group (Groupe pour la démocratie).

- (6) L'essentiel de ce projet de loi (National security bill) a été notamment publié dans le "Bangkok post" du 6 septembre.
- (7) "Far eastern economic review" du 25 juillet.
- (8) Voir notamment les articles de Norman Peagan dans le "Far eastern economic review".
- (9) F. E. E. R du 9 mai 1975
- (10) Voir l'émission de la "Voix du peuple thaïlandais", Pékin Information n° 31 du 4 août 75.
- (11) Voir l'article de Marcel Niedergang dans le "Monde diplomatique" de novembre 1975.
- (12) Numéro du 17 août, p. 9
- (13) Chiffres tirés de F. E. E. R. du 17 octobre.

## AMERIQUE LATINE

# apologie de la défaite

## PABLO ROJAS

Entre le 9 et le 13 juin de cette année a eu lieu à la Havane, Cuba, la Conférence des Partis communistes d'Amérique Latine et des Caraïbes.

Des réunions qui ont eu lieu sur le continent depuis l'OLAS, celle-ci revêt sans aucun doute la plus grande signification politique. Cela tient non seulement au fait qu'elle a réuni pour la première fois en une espèce de congrès continental, tous les vieux PC pro-soviétiques avec le PC cubain, mais plus fondamentalement à ses résolutions et à ce qu'elles signifient pour la lutte en Amérique Latine dans l'immédiat et dans le proche futur. Absolument tous les vieux PC du continent se sont rendus au rendez-vous. Cette fois-ci, il n'a manqué personne. Il n'y a eu ni exclusions ni voix discordantes. Une unanimité complète et sans faille a scellé les accords. La déclaration commune engage tous ces partis sur une même ligne et pour des tâches semblables.

Cette fois-ci, avec le PC cubain, direction et

gouvernement du premier Etat ouvrier d'Amérique Latine, se sont assis côte à côte et ont définis des objectifs communs, des PC comme celui de Bolivie, du Vénézuéla, d'Argentine, du Brésil, du Chili par exemple.

Cette fois-ci, le PC vénézuélien n'eut pas à souffrir des attaques comme celles que lui avait portées la direction cubaine par la bouche de Fidel Castro lui-même à la Conférence de l'OLAS. Et le PC uruguayen - au nom de tous les "partis frères" du continent, en cette occasion, n'aura pas eu à défier la direction cubaine.

C'est l'évènement le plus important depuis l'OLAS à cause de "l'alignement" qu'il engendre (ou affirme, car le fait n'est pas nouveau) dans les rangs du mouvement ouvrier et révolutionnaire du continent; à cause également des effets dévastateurs qu'il aura dans l'immédiat sur les organisations centristes latino-américaines, l'abandon dans lequel il va plonger les mouvements castristes ou néo-castristes, la confusion qu'il va créer dans la "nouvelle avant-garde" latino-américaine qui avait surgi à la faveur du triomphe de la révolution à Cuba et s'était développée au sein de la vague combattante qui a parcouru tout le continent dans les années qui ont suivi. Enfin, dans l'avenir, il aura des implications pour le développement de la lutte, à partir de la nécessaire recomposition par laquelle devra passer le mouvement ouvrier et révolutionnaire de nombreux pays, après les défaites profondes subies ces dernières années.

Il faudra tenir compte désormais de ce que l'Etat ouvrier cubain déclare de façon formelle son alignement - non pas avec le "camp socialiste" en général - mais avec les PC du continent en particulier et concrètement.

Analyser les résultats de cette réunion, dans ce contexte, implique donc l'analyse du processus de la révolution cubaine, du cours suivi par cet Etat ouvrier, de la signification du castrisme comme courant politique dans les 15 dernières années, de la défaite des guérillas et aussi de l'échec sanglant de la "voie pacifique au socialisme" au Chili.

Cela suppose d'approfondir l'analyse des causes de la défaite au Brésil, en Uruguay, République Dominicaine, etc., d'aborder des sujets comme la stratégie impérialiste dans le continent après Cuba, le rôle du Brésil aujourd'hui, le rôle des forces armées dans tout le continent, etc.

## Réaffirmation du bloc avec la « bourgeoisie nationale »

Le document se divise en 9 chapitres où se font une description et une analyse historique des différentes périodes de la lutte sur le continent ; en partant de la défaite subie par les colonialistes espagnols à la bataille de Ayacucho de la part des forces "indépendantistes" latino-américaines - cela fait déjà 150 ans - pour en arriver à aujourd'hui.

Cette façon de commencer le document en mentionnant la lutte pour la "première indépendance" a beaucoup plus qu'un caractère purement formel et rhétorique. D'une façon générale, elle indique déjà quelle sera la ligne générale de l'analyse. Hier la bataille de Ayacucho où s'est consolidée la "première indépendance", aujourd'hui la conférence des PC sur la lutte pour la "seconde indépendance". Hier un ennemi étranger sur le continent, une puissance impérialiste qui a pu être vaincue grâce aux efforts communs des divers mouvements de "libération nationale", qui, dans chaque pays - et par-dessus les frontières - agissaient par-delà la "condition sociale" différente de leurs secteurs composants. Cela veut dire que toutes les classes - en passant par-dessus le "détail" de la différence de leurs intérêts - surent s'unir contre l'ennemi principal et l'expulser du continent.

Aujourd'hui aussi, les PC allèguent d'un ennemi principal : l'impérialisme yankee, puissance étrangère qui opprime tous les peuples et qui pille les pays d'Amérique Latine. Pourquoi ne pas faire aujourd'hui comme hier - raisonnent-ils - et unir les efforts dans une lutte commune par-dessus les frontières et également - pourquoi pas - par-dessus les différentes "conditions sociales" ?

Nous pourrions presque dire que c'est cela le "message" fondamental de la conférence, le noeud de la déclaration. De là, la mention constante tout au long des 9 chapitres et chaque fois que l'occasion s'en présente, du caractère "patriotique" de la lutte, pour la "deuxième indépendance" maintenant.

Cependant, ce message n'est pas abstrait et il ne s'adresse pas "aux peuples en général", il ne s'agit pas d'une déclaration obligée de patriotisme, lancée en l'air, sans aucun but. Bien au contraire, elle a des destinataires concrets. Pour qu'il n'y ait aucun doute, elle les nomme, plusieurs fois, depuis le passé jusqu'à aujourd'hui. Ce sont : toutes les forces patriotiques

et anti-impérialistes, démocratiques, etc., mais elle mentionne plus spécifiquement (chapitre 6) :

"C'est pour cela, sans abandonner la lutte pour les droits démocratiques et pour la conquête de nouvelles structures dans nos pays, que nous, communistes, sommes disposés à soutenir les positions des gouvernements latino-américains qui peuvent signifier la défense de nos richesses naturelles ou la volonté de mettre fin à la pré-tention des compagnies multinationales de conserver et d'augmenter chaque jour davantage leur contrôle sur nos économies".

"Cette réalité historique ne signifie pas du tout qu'il n'existe pas au sein de la bourgeoisie latino-américaine des secteurs, qui, devant la contradiction de leurs intérêts avec ceux de l'impérialisme, adoptent certaines positions analogues à celles du prolétariat, des paysans et d'autres couches non capitalistes de la population en lutte contre l'impérialisme et pour la conquête de l'indépendance économique et de la complète souveraineté nationale." "En conséquence, ces secteurs bourgeois peuvent contribuer à l'unité d'action démocratique et anti-impérialiste conjointement avec les forces populaires". "Les PC et tous les autres combattants anti-impérialistes... accordent une grande importance à cette possibilité... qui constitue un facteur indispensable dans cette lutte complexe et multiple". "L'incorporation au large front de la lutte anti-impérialiste et anti-oligarchique de forces et d'organisations qui représentent des secteurs de la bourgeoisie est d'une grande importance".

Non seulement on établit cette possibilité de fronts et d'alliances mais on récupère des antécédents en Amérique Latine, depuis le Front populaire de Pedro Aguirre Cerda au Chili, en passant par la défense et l'éloge des "efforts" des PC latino-américains avant et pendant la seconde guerre mondiale, dans leurs tentatives de "former des fronts nationaux, anti-fascistes et anti-impérialistes", en indiquant en passant que : "Les résolutions du VII<sup>e</sup> congrès de l'Internationale Communiste jouèrent un rôle important en ce sens". Pour terminer, on se revendique - sans aucun doute ni hésitation - de "l'expérience chilienne" de nos jours. A ce sujet il est dit au chapitre 4 : "Il fut possible d'obtenir cette victoire parce que le mouvement populaire avait réussi à se regrouper autour d'une ligne politique correcte qui montrait avec précision quels étaient les ennemis principaux : l'impérialisme et l'oligarchie monopoliste et agrarienne, contre lesquels il a orienté sa lutte". "La classe ouvrière chilienne avait constitué un front politique et social - l'Unité populaire - qui réussit grâce à cette politique correcte à conquérir le gouvernement en même temps qu'une partie du pouvoir politique".

C'est insister un peu trop sur les citations, mais il est utile de connaître des conceptions, telles que celles qui s'expriment ici. Par elles-mêmes, elles parlent des intentions politiques des PC latino-américains à l'heure actuelle.

Fidèles à leur politique de "révolution par étapes", de caractère démocratique bourgeois de la révolution à l'heure présente, les PC ont été les adeptes de l'alliance de classes, de la politique des fronts populaires et de la "transition pacifique au socialisme". L'exemple chilien reste encore frais à la mémoire des masses latino-américaines; la "forme pacifique" dans laquelle le PC a conduit la classe ouvrière chilienne au massacre est une leçon qu'elles n'ont pas oubliée, mais que la Conférence, elle, a oubliée, qui revendique "l'expérience" (l'aventure réformiste pourrait-on l'appeler) et, non contente avec cela, l'agit comme un "bon exemple" à répéter.

Analyser une conférence des PC n'aurait donc pas d'importance, si en cette occasion, on ne devait compter avec un élément qui aujourd'hui déjà altère le panorama politique latino-américain et le fera encore plus dans le futur immédiat du moins. Il s'agit de ce que cette conférence est un accord politique avec le PC cubain, direction et gouvernement du premier Etat ouvrier latino-américain, qui durant plus d'une décennie a maintenu une attitude d'indépendance politique relative en regard de la bureaucratie soviétique, et a tenté d'impulser la lutte révolutionnaire sur le continent, en dehors des PC et contre eux, créant et soutenant des organisations alternatives à ceux-ci dans chaque pays et les attaquant souvent publiquement dans des discours spécifiques de Fidel Castro lui-même.

L'OLAS fut l'essai politique cubain le plus important du continent pour former une organisation alternative à celle des PC traditionnels. Cette conférence-ci, c'est la formalisation de la fin de l'OLAS, mais de plus, elle accrédite, avec la signature du PC cubain, la défaite de l'essai antérieur et la reconnaissance de son échec.

Cuba a tenté également la formation de la Junte de coordination révolutionnaire du cône sud en 1974. La conférence actuelle signifie-t-elle la fin de l'appui à la Junte de coordination? Est-ce la reconnaissance de son échec? Tout paraît indiquer qu'il en est ainsi, non seulement à cause du contenu du document et des tâches politiques qu'il indique, mais aussi à cause du traitement (les attaques) dont sont l'objet des organisations qui font partie de la Junte. Le MIR chilien, par exemple reçoit le "traitement" antérieurement mentionné à la réunion de l'UP à Berlin, de la part du PC chilien, "parti frère" du PC cubain.

Le fait a de l'importance, non seulement parce qu'il implique la reconnaissance de cet échec, mais aussi à cause de l'influence énorme de la direction cubaine sur la "nouvelle avant-garde" qui a surgi en Amérique Latine sous l'impulsion du triomphe de la révolution cubaine. Les PC traditionnels ne pouvaient capitaliser ce mouvement, au contraire, ils furent débordés. C'est la raison qui fait que cette conférence aura des effets importants et de si graves conséquences dans l'avenir. La parole de Cuba est écoutée et respectée dans de larges secteurs des masses.

Il est également certain qu'elle n'exerce plus un rôle de direction vis-à-vis de secteurs importants de l'avant-garde. Que l'expérience en ce sens laisse un solde négatif est une réalité et aussi que beaucoup d'organisations ou de tendances de l'"avant-garde large" n'agissent déjà plus en accord avec la ligne que trace la direction cubaine. La lutte de classe les a obligées à recourir à d'autres chemins, hors des anciens schémas castristes. Tout ceci est vrai, mais ce qui a été dit auparavant ne l'est pas moins. C'est là ce que cherchent d'abord les PC: utilisation de l'influence et de l'autorité de Cuba pour entraîner des secteurs des masses, aujourd'hui en dehors de leur contrôle, vers leur orientation réformiste et tentative en même temps de faire peser ce fait sur l'avant-garde et ses organisations en les mettant devant ce dilemme: ou emprunter le char réformiste de la collaboration de classes, ou -comme le souligne le document -, affronter le fait que les PC s'accordent pour "travailler à isoler ceux qui adoptent de telles positions".

Aujourd'hui, l'appui cubain à la "gauche anti-soviétique" touche à sa fin, les castristes et toutes les organisations centristes du continent se voient déjà entre le marteau et l'enclume. Est-ce le signe avant-coureur de la fin de ce type de centrisme en Amérique Latine?

Le fait de la signature de ce document de la part des Cubains aura des effets dévastateurs sur le centrisme latino-américain en général. Il conduira à la confusion et à la démoralisation de beaucoup. Les conséquences de son application dans le futur seront encore plus graves. Les pires projets de collaboration de classes, les alliances les plus contre-révolutionnaires commencent à apparaître dans le continent avec l'appui actif de l'Etat ouvrier cubain. Celle de l'UP chilienne après la réunion de Berlin avec la Démocratie-chrétienne de Frei et les "militaires honnêtes et patriotes" sera à elle seule le début d'une longue chaîne. L'effet de confusion parmi les masses aura des conséquences importantes. Le travail des révolutionnaires aujourd'hui n'aura pas seulement à compter avec le silence ou la passivité de Cuba, comme c'était le cas dans les dernières années, mais avec son opposition active à travers l'appui donné au PC national correspondant.

Beaucoup de centristes latino-américains ont parié et ont placé leurs espérances dans les changements qui "ramèneront Cuba à sa politique antérieure", et qui surgiraient par miracle lorsque se tiendra le premier Congrès du PC cubain. Ceux qui crurent à des manoeuvres ou des jongleries de quelques dirigeants ou fractions devront maintenant beaucoup réfléchir sur ce document ou le PC cubain a apposé sa signature. Là est définie toute sa ligne stratégique mondiale, la caractérisation de la révolution sur le continent, le rôle de l'URSS, le "camp socialiste", l'impérialisme, la bourgeoisie du continent, le mouvement de masse, le programme, le Vietnam, le Portugal, les PC, le rôle des forces armées, etc., etc.

De plus, les PC latino-américains, usés et gravement touchés à la suite de leurs aventures

réformistes, ont besoin de la reconnaissance et de l'aval de Cuba. Aujourd'hui, il n'y a pas de doute, les PC se présentent devant les masses et l'avant-garde de chaque pays, comme les grands triomphateurs de la lutte historique qui durant plus de 10 ans les a opposés à Cuba. Cette dernière les reconnaît maintenant, s'en revendique et même plus, leur donne raison. Analyser les erreurs de la direction cubaine sur le continent serait très long. Il faut seulement remarquer qu'elle a cherché à impulser la révolution dans tous les pays avec des oscillations, un grand nombre d'échecs, avec empirisme, elle essayait, elle aussi de faire naître un nouveau Cuba sur le Continent; rompre l'isolement, surmonter le danger de l'attaque impérialiste - sans recul ni conciliation avec lui - mais en lui opposant de nombreux fronts de lutte, avec l'objectif dont nous avons parlé plus haut: un nouvel Etat ouvrier qui lui servirait de base d'appui, affaiblirait les forces bourgeoises et impérialistes et soutiendrait la révolution socialiste dans tous les autres pays. L'indépendance politique de Cuba à l'égard de l'URSS et la "communauté socialiste" ne pourrait l'emporter qu'en renforçant les positions en Amérique Latine.

Une partie importante de la direction cubaine en avait conscience, dans le fond - empiriquement, cela est clair -, ils comprenaient l'impossibilité politique du "socialisme dans un seul pays", et d'autant plus en étant à 90 milles du colosse impérialiste. On pourrait dire que le fait le plus héroïque et le plus tragique à la fois qui témoigne de cette conscience empirique fut la guérilla du Che en Bolivie et tout le plan continental qui se greffait dessus.

La direction cubaine a toujours eu une attitude paternaliste envers les masses. Elle a cru plus dans les organisations, les appareils, etc. qu'en la classe ouvrière, les exploités. Il ne suffit pas de forger des groupes pour la lutte, il faut une politique qui organise l'intervention des masses, leur auto-organisation, leur mobilisation autonome. Dans le domaine de la compétence des appareils, en face des PC, Cuba avait perdu d'avance, c'est au sein de la classe ouvrière qu'elle aurait dû disputer le terrain aux réformistes du continent. L'incompréhension du rôle d'un véritable parti léniniste, du programme de transition, des conseils ouvriers à Cuba même, ne sont pas des "obsessions trotskystes", se sont des déformations qui se payent très cher dans le devenir du processus révolutionnaire. L'immaturation du début, l'élan empirique "juvénile et idéaliste" ne peuvent affronter longtemps avec succès les règles inexorables et implacables de la lutte de classe.

Le prix a été très élevé, des milliers, parmi les meilleurs de l'avant-garde latino-américaine ont payé de leur vie, et aussi la classe ouvrière de nombreux pays qui compte ses morts par milliers et qui a souffert les plus grandes défaites de son histoire. Cuba reste isolée, il y eu des milliers d'échecs dans ses tentatives en Amérique Latine.

Finalement, la direction capitule devant ses adversaires réformistes conséquents.

Dans l'analyse de ce processus, la responsabilité retombe aussi bien sur la direction cubaine que sur les révolutionnaires latino-américains qui furent eux-aussi incapables de créer un autre Cuba. C'est souvent pour des raisons identiques et les mêmes motifs que les Cubains eux-mêmes, qu'ils ont échoué. Aux marxistes-révolutionnaires aux trotskystes incombe également une grande responsabilité.

Sur la base de leur analyse, les réformistes - à l'heure de la défaite - tirent une conclusion plus "optimiste que jamais". D'abord, dans leur laboratoire de la conciliation de classes, "ils isolent" l'"ennemi principal" et ensuite, ils démontrent que tout ce qui n'est pas l'ennemi principal est l'"ami principal". De là leur politique d'alliances, les fronts "anti-fascistes" qu'ils proposent et allant toujours plus loin, le travail conjoint avec les gouvernements "progressistes" des militaires "patriotes" et leur appui le plus "ferme et loyal" à ceux-ci. C'est cela la politique "réaliste" des PC (qui les a amené à caractériser le coup d'Etat chilien comme l'oeuvre d'un groupe d'"officiers traîtres" et à trouver maintenant des secteurs "progressistes" à l'intérieur même de la haute hiérarchie militaire). Leur stratégie: "isoler l'ennemi principal" et, en alliance avec tous les autres secteurs sociaux, "démocratiser" la situation, pour, au moyen d'alliances interclassistes, former des fronts "larges" qui leur permettent d'arriver au gouvernement, et y compris, comme ils le soulignent dans le cas des élections chiliennes de 1970, d'obtenir "en même temps, une partie du pouvoir politique". De là ils entendent démontrer la supériorité du socialisme, à travers ses succès économiques, et ainsi "convaincre" des secteurs mêmes de la bourgeoisie de la nécessité de la "transition pacifique" et d'entreprendre la lutte pour la "seconde indépendance".

La réunion de l'UP chilienne à Berlin, un peu plus d'un mois après cette conférence va dans le même sens et le proclame clairement dans son texte. Dans leur apologie de la défaite, ils appellent le prolétariat latino-américain à se mettre derrière le char des gouvernements militaires "progressistes" et à entreprendre une nouvelle aventure de collaboration de classes, en construisant des fronts populaires, plus larges que dans le passé. Ce que l'on peut déduire de tout cela, c'est que leur bilan de l'expérience chilienne, c'est que l'UP ne fut pas suffisamment réformiste. Aujourd'hui ils entreprennent une voie de "rectification" dans ce sens. Cette politique de fronts populaires de "type nouveau", sera sans aucun doute, un des éléments qui marquera l'avenir politique proche en Amérique Latine.

Le 13.9.75